T2137 - 750 - 10,00 F
3792137010003 07500

ISSN 0026-9433

le monde hebdo libertaire

Organe de la FÉDÉRATION ANARCHISTE adhérente à l'I.F.A. N°750 JEUDI 4 MAI 1989 10,00 F

URSS

PÉRESTROÏKA-GLASNOST

Les restructurations font le mur !

N°750 JEUDI 4 MAI 1989

communiqués

• BÉZIERS

Si vous désirez prendre contact avec le mouvement libertaire biterrois, passez le vendredi entre 15 h et 18 h sur les allées P. Riquet, à Béziers. Des militants y tiennent un stand de journaux, livres, cassettes... Ou prenez contact par l'intermédiaire des Relations intérieures.

• AUBE

Une liaison vient de se créer dans l'Aube, elle invite tous les sympathisants à entrer en contact avec elle par l'intermédiaire des Relations intérieures.

• VAL D'YERRES.

Un groupe s'est formé sur Yerres, et il invite tous les sympathisants à le rencontrer par l'intermédiaire des Relations intérieures.

• PARIS

« Colonialisme, lutte de libération nationale et anarchisme », tel sera le thème d'une prochaine brochure de l'association « Les amis de P. Kropotkine ». Afin d'établir un panorama le plus complet possible concernant les positions, attitudes et actions du mouvement libertaire dans son ensemble face au colonialisme, nous faisons appel aux lecteurs du « Monde libertaire » afin qu'ils nous fassent parvenir les documents en leur possession (photocopies). Tout envoi est à adresser à : Groupe S. Haro, c/o librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot, 75011 Paris. En vous remerciant de votre collaboration, salutations.

Cycle de cours sur l'anarchisme

La commission propagande des Relations intérieures organise une nouvelle série de cours. Ceux-ci aborderont les thèmes essentiels de la pensée anarchiste et seront l'occasion de discussions.

• Le 9 mai : « Qu'est-ce que l'anarchisme ? », ses idées forces, sa spécificité.

• Le 16 mai : « Le mouvement anarchiste en France », ses origines, ses développements, la situation actuelle.

• Le 23 mai : « Fondements économiques d'une société égalitaire », la lutte contre le capitalisme et toutes formes de privilèges.

• Le 30 mai : « Fédéralisme libertaire », une autre manière de s'organiser dans la liberté.

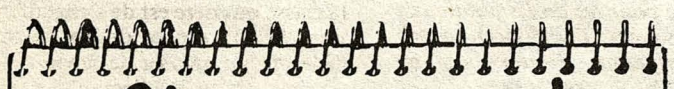
• Le 6 juin : « La question de l'Etat », conception anarchiste et conception marxiste.

• Le 13 juin : « L'anarchisme et le monde du travail », méthodes d'interventions et pratiques libertaires de l'action directe.

• Le 20 juin : « Les anarchistes dans les mouvements révolutionnaires », l'anarchisme à l'épreuve de l'histoire.

• Le 27 juin : « L'action au quotidien, les problèmes de l'organisation ».

Ces cours auront lieu le mardi à 20 h 30, au local du groupe Louise-Michel de la Fédération anarchiste, 10, rue Robert-Planquette, Paris XVIII[e] (métro Blanche).



LE MONDE LIBERTAIRE
Rédaction-Administration
145, rue Amelot, 75011 Paris, tél. : (16) 1.48.05.34.08.

TARIF	France (+ DOM-TOM)	Sous pli fermé (France)	Etranger
1 mois, 5 n°	35 F	70 F	60 F
3 mois, 13 n°	95 F	170 F	140 F
6 mois, 25 n°	170 F	310 F	250 F
1 an, 45 n°	290 F	530 F	400 F

Abonnement de soutien : 350 F. Abonnement étranger sous pli fermé : tarif sur demande. Pour les détenus et les chômeurs, 50% de réduction sur les abonnements de 3 mois et plus en France métropolitaine (sous bande uniquement).

BULLETIN D'ABONNEMENT
à retourner au 145, rue Amelot, 75011 Paris (France).

Nom..... Prénom.....
Adresse.....
Code postal..... Ville.....
A partir du n°.....(inclus) Pays.....

Abonnement de soutien ☐
Chèque postal ☐ Chèque bancaire ☐ Autre ☐

Règlement à l'ordre de Publico à joindre au bulletin
Pour tout changement d'adresse,
joindre la dernière bande de routage.

liste des groupes f.a.

RÉGION PARISIENNE

• GROUPES

Paris : 11 groupes répartis dans les arrondissements suivants : 3[e], 4[e], 10[e], 11[e], 12[e], 14[e], 15[e], 18[e], 19[e], 20[e].
Banlieue : Seine-et-Marne : Chelles, Coulommiers, Melun — **Yvelines :** Conflans-Sainte-Honorine, Versailles, Rambouillet — **Essonne :** Vallée de Chevreuse, Evry (liaison) — **Hauts-de-Seine :** Asnières, Nanterre, La Défense, Fresnes-Antony — **Seine-Saint-Denis :** Sevran-Bondy, Saint-Denis — **Val-de-Marne :** Créteil, Arcueil — **Val-d'Oise :** Argenteuil, Sarcelles.

PROVINCE

• GROUPES

Aisnes : Anizy-le-Château — **Allier :** Moulins — **Ardèche :** Aubenas — **Bouches-du-Rhônes :** Marseille — **Charente :** Angoulème — **Charente-Maritime :** Rochefort/Marennes — **Côte-d'Or :** Dijon — **Doubs :** Besançon — **Eure-et-Loire :** Chartres — **Finistère :** Brest — **Haute-Garonne :** Toulouse — **Gironde :** Bordeaux (trois groupes) — **Ille-et-Vilainè :** Rennes — **Indre-et-Loire :** Tours — **Isère :** Grenoble, Bourgoin-Jallieu — **Loire :** Saint-Etienne — **Loire-Atlantique :** Nantes — **Loiret :** Montargis — **Lot-et-Garonne :** Agen — **Maine-et-Loire :** Angers, Saumur — **Manche :** Cherbourg — **Marne :** Reims — **Moselle :** Thionville, Metz — **Nord :** Lille (deux groupes), Dunkerque — **Oise :** Beauvais — **Pas-de-Calais :** Boulogne — **Pyrénées-Orientales :** Perpignan — **Bas-Rhin :** Scherwiller — **Rhône :** Lyon — **Seine-Maritime :** Rouen, Le Havre — **Somme :** Amiens — **Var :** Toulon — **Vendée :** La Roche-sur-Yon — **Vienne :** Poitiers.

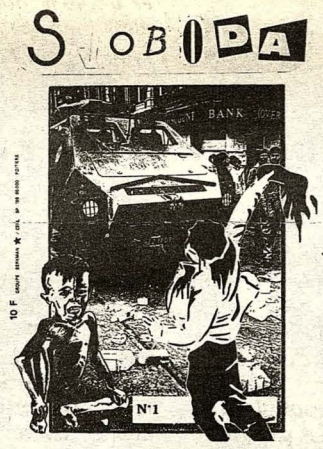
• LIAISONS

Hautes-Alpes : Briançon — **Alpes-Maritimes :** Grasse — **Ardèche :** Tournon — **Ardennes :** liaison des Ardennes — **Aveyron :** Sainte-Affrique — **Charente-Maritime :** Saintes — **Cher :** Vierzon — **Corse :** Ajaccio, Bastia, Porto-Vecchio — **Côtes-du-Nord :** Saint-Brieuc — **Doubs :** Pontarlier — **Eure :** Evreux — **Gironde :** Saint-Médard-en-Jalles — **Hérault :** Béziers — **Jura :** liaison Jura — **Loir-et-Cher :** Blois — **Loire-Atlantique :** Saint-Nazaire — **Morbihan :** Lorient — **Nord :** Douai — **Puy-de-Dôme :** Clermont-Ferrand — **Pyrénées-Atlantiques :** Pau — **Bas-Rhin :** liaison Bas-Rhin — **Haute-Saône :** liaison Haute-Saône — **Savoie :** Chambéry — **Haute-Savoie :** Annecy — **Tarn-et-Garonne :** Montauban — **Var :** Sollie-Pont, Hyères, La Seynes-sur-Mer — **Vosges :** Saint-Dié, Sénones.

éditions

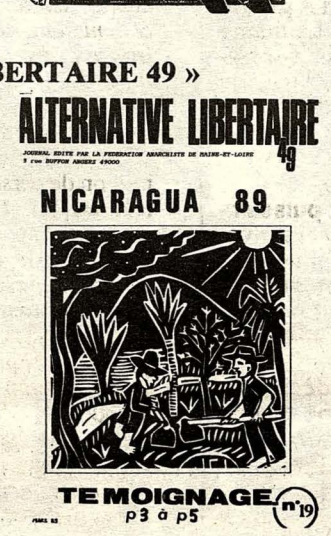
• « SVOBODA »

Le groupe Berkman et ses sympathisants viennent de réaliser un premier numéro du fanzine « Svoboda », qu'il est possible de se procurer à la librairie du Monde libertaire, ou en écrivant au CERIL, BP 166, 86004 Poitiers cedex (10 F le numéro). Le groupe Berkman rappelle que l'on peut le contacter par le biais des Relations intérieures qui transmettront.



• « ALTERNATIVE LIBERTAIRE 49 »

Le n° 19 d'« Alternative libertaire 49 », journal réalisé par le groupe d'Angers, est paru. On peut se le procurer contre 4,40 F en timbres ou s'abonner (35 F, chèques à l'ordre d'ADEIR, 8, rue Buffon, 49000 Angers).



• « MAI 68, PAR EUX-MÊMES »

Le livre « Mai 68, par eux-mêmes » est paru aux Editions du Monde libertaire. De nombreux textes et propos recueillis par « Chronique syndicale », « Femmes libres » et le groupe Pierre-Besnard de la Fédération anarchiste pour la somme de 90 F, cet ouvrage est disponible à la librairie du Monde libertaire.

éditions

• BANDE DESSINÉE

Le groupe libertaire Paris XI[e] de la Fédération anarchiste vient d'éditer, aux éditions du Monde libertaire, un album de bandes dessinées et de dessins antimilitaristes intitulé : « Où vas-tu petit soldat ? A l'abattoir ! ». Au sommaire : une préface de Michel Ragon, une introduction de Thierry Maricourt, avec la participation de 60 dessinateurs. Cet album de 96 pages (format 21 x 29,7), avec une couverture en couleur de Tardi, est disponible à la librairie du Monde libertaire au prix de 100 F (+ 10% pour les frais de port).

• AFFICHE.

Le groupe de Sevran-Bondy a édité une affiche de propagande pour la librairie du Monde libertaire. Elle est en vente à la librairie du Monde libertaire au prix de 5 F l'unité, et de 1,20 F au-dessus de 10 exemplaires.

Tout ce que vous avez toujours voulu savoir sur l'anarchisme sans jamais oser le demander...

...est à la librairie du monde libertaire

145, rue Amelot. Paris 11e. M° République. Tel: 48.05.34.08.

• « LA FORA »

Plus vieille section de l'AIT, la FORA fut fondée en 1901 et, peu après, fit sien le projet communiste-anarchiste. A travers elle, les anarchistes exercèrent une importante influence sur le mouvement ouvrier argentin pendant laquelle la FORA, qui compta jusqu'à 100 000 adhérents, livra des luttes d'une grande intensité. Cette brochure, en vente à la librairie du Monde libertaire au prix de 10 F, propose de retracer les principales étapes de la vie de la FORA, tout en l'insérant dans l'histoire du mouvement syndical argentin.

Rédaction-Administration : 145, rue Amelot, Paris 11e
Directeur de publication : Maurice Joyeux
Commission paritaire n°55 635
Imprimerie : Roto de Paris, 3, rue de l'Atlas, Paris 19e
Dépôt légal 44 149 — 1er trimestre 1977
Routage 205 — Publi Routage
Diffusion SAEM Transport Presse

Permanence du secrétariat aux relations intérieures :

le samedi, de 14 h 30 à 18 h,
145, rue Amelot, 75011 Paris (M° République)
Tél : (16.1) 48.05.34.08

N°750 JEUDI 4 MAI 1989

URSS

Réalités de la pérestroïka

JAMAIS on n'a autant entendu parler de l'Union soviétique en termes aussi positifs dans les médias occidentaux. A croire qu'il s'y déroulerait une révolution...

Il est essentiellement question des espaces de liberté d'expression octroyés par la direction du PCUS, mais beaucoup moins du sort réservé à la majorité de la population, à la classe ouvrière qui, elle, attend encore les « changements ». Et qui oserait dire que la glasnost serait un écran de fumée pour faire passer la pillule de la restructuration ?

Société à revendications limitées

La nomenklatura se retrouve aujourd'hui confrontée à des mouvements populaires qu'elle ne contrôle pas toujours. Les mobilisations de masse en Arménie, en Géorgie et aux pays baltes sont autant d'événements qui interpellent le processus en cours.

Boris Elstine et ses supporters.

Le pouvoir a montré sa volonté d'utiliser la force pour ne pas se laisser déborder. Si, dans les pays baltes, Gorbatchev a joué la carte de la conciliation en facilitant la création de fronts populaires comprenant communistes et non-communistes soutenant la pérestroïka, ce ne fut pas le cas ailleurs. En 1986, la répression aveugle lors des émeutes de Alma Ata provoqua la mort de 15 000 personnes selon des témoins. Dans cette tragédie, la « transparence » tant vantée par les autorités se révéla particulièrement opâque, puisque les journalistes ne furent autorisés à se rendre sur les lieux que deux mois plus tard.

Plus récemment, le numéro un soviétique misa également sur la fermeté lors des événements en Arménie : quadrillage militaire, dissolution du comité Karabakh, arrestations d'opposants, expulsion du leader nationaliste Parouïr Airikian... *La Pravda*, de son côté, dénigrait le mouvement. Le 18 juillet 1988, elle titrait : « *La grève : une situation d'exception* », en dénonçant le fait que « *la fièvre gréviste nous coûte trop cher* ». Pour ce journal, les « *pauses cigarettes* », les « *beuveries collectives* », les « *balades* » ont pour conséquences « *des comptoirs déserts, un retard de la reconstruction, le manque d'hôpitaux, d'écoles* ». Comme si la population était responsable de l'incapacité du régime dans tous ces domaines. Cet exemple est révélateur de la position de la presse sur certains événements. Même les organes les plus « progressistes », tels *Les Nouvelles de Moscou* et *Ogoniok*, engagés en faveur de la pérestroïka, condamnent sévèrement les grèves.

La première victime : la classe ouvrière

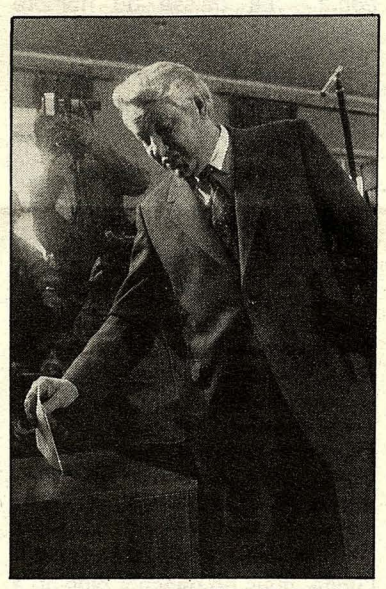
Pérestroïka signifie littéralement « *restructuration* » ; ce terme aurait-il les mêmes consonnances qu'en Occident ? Si les situations ne sont en aucun cas comparables, ici comme là-bas c'est la classe ouvrière qui en fait les frais.

Au sein de l'entreprise, l'application arbitraire de la réforme salariale, rétrogradant à des niveaux inférieurs les ouvriers, entraîne une baisse de salaire tandis que les cadences auraient tendance à s'accélérer. La tentative de créer un consensus entre travailleurs et directions s'est traduite par la mise en place d'un « Conseil des collectifs des travailleurs ». Néanmoins, les critiques n'ont pas tardé. D'après « *Les Nouvelles de Moscou* », « *en qualité de président, un dirigeant peut transformer le conseil non pas en organe du collectif des travailleurs, mais en organe auprès du directeur, docile à la volonté du chef* ». Pour un spécialiste de l'Institut syndical de Moscou, « *le nouveau système de comptabilité des entreprises et la nouvelle législation du travail posent, sous une forme plus urgente, le problème de la protection sociale des individus : l'humanisme des principes socialistes ne sera-t-il pas sacrifié, en pratique, sur l'autel du gain économique ?* ». Il est également question de lier plus étroitement le salaire au travail réellement fourni et aux performances de l'entreprise.

Depuis l'amorce de la pérestroïka, les conditions de travail se dégradent. Une lettre signée par trente-deux ouvriers de la fonderie Volkov à la revue des syndicats *Troud* (non publiée) dénonce les faits suivants : « *Nous avons commencé à faire les " trois/huit ", on nous a obligé à faire une semaine de six jours. Le camarade Gorbatchev a déclaré qu'il avait décidé d'augmenter le salaire des équipes du soir de 20% et de 40% pour la nuit (...) nous aimerions savoir quand ces primes nous seront payées (...) la direction estime que le salaire au rendement de 230 à 250 roubles (à peine le salaire moyen) est vraiment élevé mais, depuis le 1er mai 1987, on nous propose de travailler à des tarifs révisés à la baisse ! Pourtant, les tarifs ont déjà été diminués début 1986* ».

Le chômage fait officiellement son apparition. Au printemps 1988, « *Les Nouvelles de Moscou* » informaient ses lecteurs que 200 travailleurs du quartier Dzerjinski avaient reçu une lettre qui disait, entre autres choses, « *Camarades, la commission de dissolution vous informe que vous serez licenciés dans un délai de deux mois* » et cette commission « *envisagera la question de votre placement* ». C'est ainsi que, durant l'année, un million de personnes auraient perdu leur emploi. Pour ne pas tomber sous le coup de l'article du code pénal relatif au parasitisme, qui interdit de rester oisif plus de trois mois, ils furent contraints d'accepter des postes moins qualifiés. De tels faits risquent de se multiplier puisque, selon la revue officielle de la jeunesse, *Molodoï Kommounist*, « *d'ici l'an 2000* » il serait envisagé de supprimer « *de 13 à 19 millions d'emplois, rien que dans la sphère industrielle, alors que chaque année trois à quatre millions de jeunes entrent dans la vie active* ».

Le niveau de vie ne se porte guère mieux. Début 1988, l'hebdomadaire *Ogoniok* rapportait les déceptions d'un ouvrier de Kiev. Celui-ci constatait que « *l'élévation de la production du travail* » n'entraînait « *pas une élévation du niveau de vie* ». En automne dernier, une lettre parue dans « *Les Nouvelles de Moscou* » déplorait que « *pour ce qui est de la présence des marchandises et des produits dans les magasins, la période de stagnation* (terme pour désigner la période Brejnev, NDLA) *commence à nous paraître comme celle des vaches grasses par rapport à la situation actuelle* ». Ce même journal écrivit que, lors de la tournée de Gorbatchev en Sibérie, « *nombreux, fort nombreux étaient ceux qui l'accueillir dans les usines et sur les chantiers avec des* " Rien ne change, ni dans les magasins ni dans le domaine social " ».



Boris Elstine vote.

Et pourtant, le pire est à venir. Pour l'économiste Aganbeguian, « *une réforme globale et draconienne s'impose avec des hausses considérables des prix du lait, de la viande, du pain qui doubleront peut-être* ». Annoncée en juillet 1987, celle-ci semble dormir dans les tiroirs du Kremlin, par crainte d'un mécontentement populaire peut-être...

Demain une riposte ouvrière ?

Face à une situation qui ne cesse de se dégrader, les réactions ouvrières se font de plus en plus perceptibles. Fin 1988, à Kaunas en Lithuanie, 300 délégués de 70 usines ont créé l'Union des travailleurs de Kaunas, dont l'objectif est de « *lutter pour la restructuration des comités syndicaux, pour la restructuration correspondante du contenu des journaux locaux des entreprises, et pour la défense des droits des travailleurs contre l'arbitraire des directions* ».

Pour le groupe « Transformations », créé à partir de groupes de Moscou du SMOT et de groupements informels de syndicalistes, « *la lutte pour les droits politiques, sans lesquels l'amélioration de notre situation économique est impensable, ne sera qu'un élément parmi d'autres de nos activités. Tant que n'existeront pas de larges syndicats libres, le groupe d'initiatives Transformations cherchera autant que possible à défendre les droits économiques et politiques des travailleurs soviétiques, leur droit à la " santé spirituelle " ».* Car aujourd'hui, « *les syndicats existants ne peuvent protéger les droits des travailleurs. Personne ne pousse les ouvriers à travailler gratuitement pour l'Etat, autant que les agences syndicales existantes. Dans les kolkhozes, les sovkhozes, les unités de production, pendant les " samedis volontaires ", ils ne servent qu'à contrôler la discipline. En tout, ils s'allient avec le PCUS, jouant le rôle de contrôleur payé par l'Etat* ».

La libéralisation de la presse est un fait incontestable. Certains thèmes jamais abordés jusqu'à aujourd'hui (stalinisme, œuvres littéraires et cinématographiques interdites) ont fait leur apparition. Mais, là aussi, les autorités ont fixé certaines limites à ne pas dépasser. Les questions fondamentales sur l'URSS sont rarement abordées ou rapidement occultées. De toute manière, pour Gorbatchev, « *la critique doit toujours se faire dans l'esprit du parti, elle doit être fondée sur la vérité* ».

La processus de restructuration se déroule sur le dos de la classe ouvrière. Depuis le décès de Brejnev, la bureaucratie tente de remettre en marche la puissante machine soviétique. Andropov opta pour la méthode musclée, Gorbatchev, lui, préfère le slogan « *travailler autrement* » qui est synonyme de travailler plus. Augmentons la production pour des lendemains meilleurs ! Depuis 1917, les dirigeants de Moscou chantent le même refrain...

Gorbatchev n'a jamais eu la moindre intention de remettre en cause les privilèges des siens, au mieux veut-il en limiter les excès et les revenus illégaux afin de purifier l'économie. L'actuelle politique engagée par la fraction de la classe dirigeante la plus lucide a pour intention de perfectionner, de moderniser le modèle soviétique.

La classe ouvrière, quant à elle, ne doit pas tomber dans les pièges tendus par la nomenklatura. Quel est son intérêt d'opter pour Elstine le réformateur contre Ligatchev le conservateur ? Ne font-ils pas partie tous les deux de la même bureaucratie ? Quel est son intérêt de jouer le jeu électoral à candidatures multiples ? Aucun, si ce n'est de s'engager sur le chemin de nouvelles désillusions.

En écrivant, le 13 mars 1987, « *il ne s'agit pas de casser le pouvoir d'Etat, mais de renforcer l'Etat socialiste* », *La Pravda* analyse clairement les fondements du changement en cours. La seule issue pour la classe ouvrière est de s'engouffrer dans l'étroit espace de liberté concédé, de s'organiser de façon autonome et de partir à l'assaut des nouveaux « Palais d'Hiver ». En attendant, il lui reste à subir la pénurie quotidienne.

Une anecdote résume à sa façon la « restructuration » : « *Avant, on ne trouvait rien dans les magasins. Maintenant, avec la pérestroïka, on lit dans les journaux qu'il n'y a rien dans les magasins* »...

Jean-Claude PASCAL

Siège du gouvernement géorgien gardé par des chars soviétiques le 8 avril 1989.

Editorial

LE temps où les frontières étendues séparaient les systèmes politiques avait du bon. Tout était simple, limpide. D'un côté les méchants-capitalistes, ça va de soi, de l'autre les gentils-communistes, ça tombe sous le sens. A l'Ouest, le capitalisme usé, promis à la dégénérescence d'après l'évangile selon saint Lénine, tirait ses dernières cartouches. La classe ouvrière encadrée par le parti-guide avançait dans le sens de l'histoire, vers le monde nouveau dont on apercevait le bout de la moustache, là-bas, vers l'Est.

C'est qu'à l'Est, dans les apparences, le nouveau pullulait. Dans les faits, la vie quotidienne de ceux qui n'ont rien à perdre ressemblait à celle de leurs frères de classe de l'Ouest. La même peine, les mêmes privations, et certains jours, une peur supplémentaire du voisin de palier... Le vent d'Octobre avait fait germer une froide bourgeoisie rouge qui glaçait l'espoir. L'apparente étanchéïté des blocs est venue se briser sur l'identité des perdants. Dans les deux cas, il s'agissait des mêmes, ceux dont la place désignée fut le bout du fusil (au mauvais endroit).

La vague d'espoir qu'agitait le drapeau rouge refluait puissamment, jusqu'à ce qu'un brillant navigateur venu d'Orient n'arrive. Le grand timonier, un guide d'un genre nouveau enflamma les intellectuels du monde entier. Ceux dont la pensée protestataire est balisée par le besoin de guides, de symboles, furent ravis. A peine termi par les révélations sur Staline, le drapeau rouge en prit pour 20 ans, grâce à Mao.

Et aujourd'hui, que reste-t-il de ces valeurs, de ces idées ? La réponse est dans les rues de Pékin, où les manifestations ne font que commencer.

Depuis la fin des années 70, la faillite du maoïsme est totale. En Chine, à tous les niveaux et dans tous les domaines, la crise du système déferle sur les bureaucrates. Le régime n'arrive plus à contrôler tout à fait la situation.

Le libéralisme économique dans les campagnes, présenté par Deng Xiaoping comme le remède aux difficultés structurelles de l'agriculture produit les mêmes effets qu'en Occident. L'exode rural, chiffré à 50 millions de personnes, représente un flot de main-d'œuvre précarisé qui est venue grossir les populations déshéritées des villes.

Au-delà des manifestations citadines qui ont jalonné l'enterrement du dernier leader communiste populaire, Hu Yaobang, ce qui réchauffe le cœur des anarchistes, c'est la renaissance de l'esprit de révolte dans un peuple soumis à la dictature rouge. Lors des émeutes contre la vie chère qu'ont connues plusieurs grandes villes, les premiers slogans hostiles au sacro-saint Parti communiste chinois ont été scandés massivement par les foules. Le communisme d'Etat mondial est à court de modèles de développement. Quand il propose le libéralisme économique comme alternative à son propre fiasco, il se voit subverti par les protestations des laissés-pour-compte. Replâtrez, replâtrez, tout reste à faire. Alors, on s'y met, une bonne fois ?

N°750 JEUDI 4 MAI 1989

PREMIER MAI

Un siècle...

POUR les gazettes les Premier Mai ne font plus recette. On en cause à peine, plus de « mode d'emploi » pour la journée de solidarité internationale des travailleurs. *Libération* peut titrer sur « *Le coup de vieux du 1er Mai* »... En effet, la décision de défiler le Premier Mai en souvenir des anarchistes de Chicago a été prise il y a un siècle. Piètre centenaire.

Plus près de nous, il y a un an que les socialistes sont revenus au pouvoir, et l'« *Etat-employeur a été confronté à une cascade de revendications* ». Des assises pour le socialisme, convoquées il y a plus de dix ans avec les fichiers de la CFDT à la marée rose de 1981, la déception syndicale profite-t-elle à quelqu'un ?

Peut-être, si l'on relit ce qu'Edmond Maire disait dans une interview au *Nouvel Observateur* en novembre dernier : « *Pourquoi la CFDT, FO et la FEN ne se retrouvent pas dans la même organisation ?* ». La baisse du nombre d'adhérents pourrait amener certains à accepter des deniers de l'Etat-providence. Ce que l'on peut comprendre quand on lit Deluchat, « chef de file » des socialistes à la CGT : « *Il y a deux écoles au PS. Certains pensent qu'il faut laisser le mouvement syndical totalement indépendant et donc ne pas s'en occuper du tout ; mais il y a aussi une autre école, et c'est elle qui fait son chemin, pour qui le PS ne peut rester passif devant l'état de faiblesse syndicale actuel, et qui prône une réflexion nouvelle sur les rapports partis-syndicats.* » Faut-il le dire plus clairement ? A quand la cotisation syndicale prélevée directement sur la paye, comme dans d'autres pays européens ?

Les syndicats ne rêvant plus à l'unité, mais ne pensant plus qu'à leur survie, que reste-t-il en ce printemps ? Un petit bout de ciel bleu avec une interview de Georges Séguy dans *Politis*, où il déclare : « *Le 1er Mai est foncièrement pacifiste et progressiste, et je souhaite vivement qu'il soit très vite célébré partout dans cet esprit sans allusions militaires.* » Diable !, et les pays de l'Est ? Peut-être que Séguy est au courant de la reparution en URSS de l'organe anarcho-syndicaliste *Golos Truda* et qu'il se repositionne ? Je reste sceptique : pour moi, il restera toujours celui qui, en Mai 68, ne connaissait pas Cohn-Bendit !

A l'heure où nous bouclons le *Monde libertaire* la seule nouvelle d'un sursaut unitaire (du moins sur le plan parisien), et à l'appel de la coordination nationale des cheminots, est un rassemblement à 10 h devant la Bourse du travail de la rue du Château-d'Eau. C'est bien tardif et un peu maigre pour un centenaire du Premier Mai...

THIERRY (Gr. Pierre-Besnard)

Rencontres antimilitaristes du Tarn

Il y a quelques semaines, nous vous annoncions la tenue des états-généraux de l'antimilitarisme organisés par le COT (Collectif des objecteurs tarnais). Pour des raisons d'ordre techniques, les réjouissances se réduiront à 3 jours et se feront sous la forme de rencontres ayant pour but d'échanger, d'analyser et de dégager des perspectives de travail commun contre la militarisation.

La rencontre débutera le samedi à 15 h (le camping est possible dès le vendredi soir). Au programme :

- **samedi à 15 h, analyse de la militarisation en 1989 (service national, esprit de défense, etc.) ;**
- **samedi en soirée, échanges inter-groupes et individus, présentation des pratiques, réalisations, tables de presse ;**
- **dimanche à 9 h, plage libre ;**
- **dimanche à 10 h 45, débat sur « Quels terrains de lutte antimilitaristes en 1989 ? » ;**
- **dimanche à 14 h 30, poursuite du débat du matin, puis travail en commissions afin de dégager des perspectives ;**
- **dimanche soir, fête occitane ;**
- **dimanche toute la journée, permanence juridique ;**
- **lundi à 9 h, poursuite des commissions, bilan.**

Renseignements pratiques : lieu, Centre aéré de la Roucarié, à 5 km de Carmaux ; hébergement, camping gratuit sur place (si on n'a pas de tente, on peut coucher dans les bâtiments), ou hôtel à Carmaux ; repas, possibles sur place pour 18 F ; participation aux frais, de 40 F pour les trois jours (téléphone du centre : 63.76.74.77).

Pour tous renseignements complémentaires : COT, BP 229, 81006 Albi cedex (tél. : 63.38.39.55, le mercredi de 17 h à 19 h).

Ces rencontres sont organisées par le Collectif des objecteurs tarnais, avec la participation de membres des organisations suivantes : Fédération anarchiste, Union pacifiste de France, Coordination de soutien aux réfractaires (CSR), Mouvement pour une alternative non violente (MAN), Comité de liaison information objection, Coordination des lycéens et étudiants anarchistes (CLÉA). Les militants du groupe Albert-Camus de Toulouse invitent tous ceux que la grande muette irrite profondément à participer à ces rencontres.

Gr. Albert-Camus

MAI 68

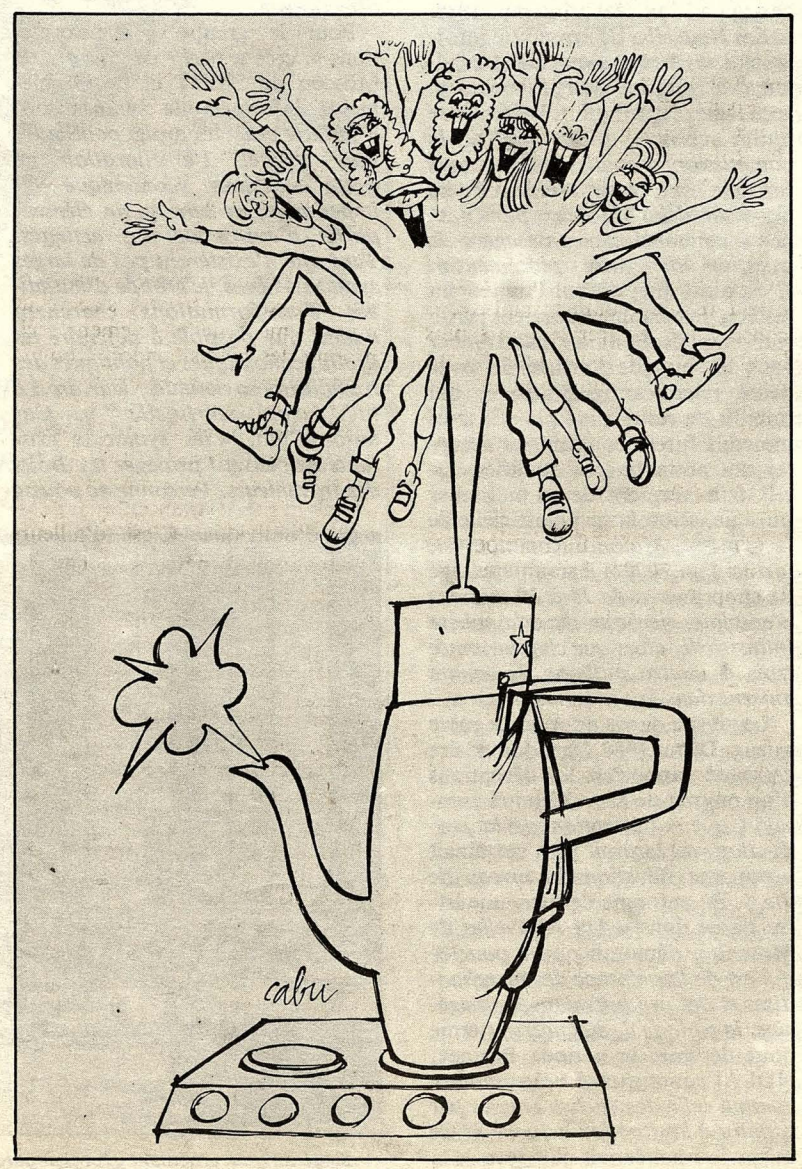
Ils l'aiment toujours...

GARDEZ soigneusement vos enfants à la maison... un libelle satanique (1) circule et dévoile la subversion qui ronge notre société et entrave sa marche vers une normalisation rassurante.

Oser choisir le bicentenaire de l'avènement de la bourgeoisie pour diffuser l'esprit de révolte, quelle audace ! Comme si les « liberté-égalité-fraternité » jaunies qui poussent à l'ombre des privilèges ne suffisaient pas à notre résignation végétative !

Pourtant, le vingtième anniversaire s'était magnifiquement déroulé, jetant à nos yeux ternes les années de poudre d'une « seconde génération » fascinée par les frasques des philosophes new-look, les basques des politiciens avariés, les masques des journalistes branchés...

Les intégristes de tous poils et de toutes nationalités qui traquent — torche au poing — pilules, films et versets doivent jeter dans leur brasier cet ouvrage qui sent le soufre.



Dans ce brulôt fourmillent quantité d'êtres vivants cosmopolites que tout lecteur non averti risque de sentir proche de lui :

- ce grand Duduche, échappé de *Charlie-Hebdo*, caricaturant sans vergogne tous ceux qui portent haut et loin la réputation de notre France franchouillarde ;
- ce paysan recevant dans sa ferme mineurs anglais, indiens péruviens... pour mieux critiquer l'œuvre civilisatrice de notre Occident chrétien ;
- ces pétroleuses échevelées dont les actions individuelles et collectives ébranleront dangereusement nos sociétés patriarcales ;
- ces insoumis du monde du travail, vaquant à leurs occupations de Mai, combattant aujourd'hui dans syndicats et coordinations.

N'accumulons pas plus les preuves et témoignages : pour qu'elle ne tombe pas entre des mains innocentes, procurez-vous à tout prix (2) cette bombe à retardement. Le risque d'épidémie est d'autant plus grave qu'ils n'ont pas hésité à donner à cette provocation un abord attrayant — dessins corrosifs, verve du propos — risquant ainsi de réveiller la vie et l'imagination qu'anesthésient quotidiennement nos institutions (médias, politique, hiérarchie, armée et école).

Une lecture discrète sous le manteau vous fera frissonner devant les passions d'individus rappelant une époque qui conjugua paroles et musiques, rêves et réalité, pavés et plage, révoltes et grève...

Pour mieux les démasquer, venez rencontrer quelques-uns de ces énergumènes qui n'hésiteront pas à se montrer à visage découvert... (3) Mais que fait la police !

Le Beauf de Serge

(1) Mai 68 par eux-mêmes, *Editions du Monde libertaire, témoignages recueillis par les émissions « Chronique syndicale » et « Femmes libres » de Radio-Libertaire, et le groupe Pierre-Besnard de la Fédération anarchiste.*

(2) Le prix est de 90 F, en vente à la librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot, Paris XIe.

(3) Forum à la librairie du Monde libertaire le samedi 6 mai à 17 h.

en bref...en bref...

• FÊTE DE SOUTIEN.
Salvatore Nicosia, prolétaire sicilien immigré vers les grands pôles industriels d'Italie du Nord, ouvrier à l'Alfa Roméo d'Arese, près de Milan, où il participe activement aux luttes contre la restructuration, a été arrêté en décembre 1984 du fait de ses liens d'amitiés avec des militants révolutionnaires français. Condamné à quatre ans de prison pour « *recel de faux documents et d'explosifs* », il devrait être libre depuis septembre 1988. Il reste toutefois détenu depuis pour sa « complicité » supposée dans un attentat commis à Paris en juillet 1984 contre le siège de la « Banco di Roma » en France. Le procès de Salvatore et ses trois camarades aura lieu à Paris le 18 mai prochain. Pour soutenir Salvatore et payer ses frais de défense, une fête sera organisée le samedi 13 mai à 20 h, au 14, rue de Nanteuil, à Paris dans le XVe arrondissement.

• OBJECTION DE CONSCIENCE.
Comme chaque année, le 15 mai, Journée internationale de l'objection de conscience, est l'occasion pour le MOC de soutenir des objecteurs de conscience là où le droit à l'objection n'est pas reconnu. Cette année, le soutien européen se porte sur l'Afrique du Sud, où six ans de prison ferme attendent les objecteurs de conscience. Pour tous renseignements : MOC, 24, rue Crémieux, 75012 Paris (tél. : 43.41.91.80).

• ÉCOLOGIE.
« *Sauvons les forêts... sauvons la planète* », c'est le thème de la campagne internationale organisée par ECOROPA, à laquelle se sont ralliées de nombreuses ONG (organisations non gouvernementales). Une pétition circule, et vous pouvez vous la procurer à ECOROPA-France, 42, rue Sorbier, 75020 Paris.

• PAF.
L'association « Les pieds dans le PAF » a déjà obtenu plusieurs dizaines de milliers de signatures sur sa pétition contre « *la dictature de l'audimat* » et une télévision à deux vitesses. Pour se procurer cette pétition, écrire à : « Les pieds dans le PAF », 47, rue Michelet, 92600 Asnières (tél. : 47.90.29.40).

• JOURNÉE D'ÉTUDE.
Journée d'étude sur « La diffusion de la pensée proudhonienne, adhésions et résistances » le samedi 20 mai 1989 au lycée Gabriel-Fauré, 81, avenue de Choisy, 75013 Paris (métro Tolbiac). Pour tous renseignements : Société P.-J. Proudhon, Institut d'histoire sociale, 15, avenue Raymond-Poincaré, 75116 Paris.

• MOUVEMENT ALTERNATIF.
Quatrièmes rencontres de « Vivre et travailler autrement », du 13 au 15 mai 1989, au Centre écologique du Fraysse, 46170 Castelnau-Montratier (tél. : 65.21.82.10). Participation aux frais : 100 F les 3 jours ; 80 F les 2 jours ; et 50 F une journée.

ECOUTEZ
RADIO-LIBERTAIRE
89.4 MHZ
PARIS

N°750 JEUDI 4 MAI 1989

Environnement : brèves...

• PÉTROLE : « ÇA BAIGNE POUR LES SPÉCULATEURS ». Les médias se font de plus en plus discrets sur les conséquences de l'échouage de l'Exxon-Valdez (voir les *Monde libertaire* n° 747 et 748). Un autre accident a eu lieu le 18 avril. Une explosion sur la plate-forme pétrolière « Cormorant Alpha », au large des îles Shetland, aurait interrompu « *l'évacuation d'environ un quart du pétrole britannique de la mer du Nord... pour une durée indéterminée* ». Les spéculateurs, eux, continuent à faire « flamber » les prix du brut. A New-York, au cours de la séance boursière du 20 avril, l'augmentation aurait atteint 10%...

• SANS ÉPURATION... En Chine, les déversements des eaux usées se font sans « *retraitement préalable* ». Quatre-vingt pour cent des rivières et des lacs seraient ainsi pollués. Les populations de 380 villes de ce pays risquent d'être intoxiquées.

• NUCLÉAIRE : « QUAND LES LOBBIES S'ASSOCIENT ». Les sociétés FRAMATOME et SIEMENS ont signé, le 13 avril, un accord de coopération pour l'exportation de centrales nucléaires... Vers une atomisation de la terre ?

C.

DROITE

La « Rénovation de 89 » ?

IL est probable que les générations futures ne célébreront pas le bicentenaire de la « Rénovation de 1989 ». Tout au plus des historiens minutieux, farfouillant dans des archives poussiérieuses, s'étonneront-ils de ce qu'un événement de cette micro-envergure ait pu tenir le devant de la scène médiatique pendant une quinzaine.

Ce serait donc la « Rénovation », presque la Révolution, à tout le moins le Mai 68 de la droite ! Certes, ces jeunes gens — quarante-cinq berges aux prunes, il paraît que c'est la maternelle dans la classe politique — ne sont pas des « sans-culots ». Mais de là à se faire passer pour des « rénovateurs » !

C'est peut-être parce que ses racines plongent dans la colline de la Croix-Rousse que Michel Noir se prend pour un montagnard. Mais si la bourgeoisie lyonnaise, qui rigole quand elle se brûle, a choisi ce grand Guignol comme maire, c'est parce que le vieux Collomb n'était vraiment plus présentable et qu'elle n'avait pas du tout l'impression de se lancer dans une folle aventure. La totale vacuité du discours de ce jeune homme est d'ailleurs pleinement rassurante (comme il est rassurant aussi qu'il ait pu caser une de ses filles dans une richissime famille d'entre Rhône et Saône, ce qui fait qu'on demeure entre gens biens).

Le succès de Noir aux municipales lui est monté à la tête (soit à 1,97 mètre du sol). L'Hôtel de ville de Lyon ne pourrait-il pas lui servir de plate-forme de lancement pour un destin national ?

Une fine équipe

C'est à partir de ce moment que s'est constitué ce fameux triumvirat rhône-alpin : Noir-Millon-Carignon. Le dernier a la cote auprès des cadres, petits et grands, de l'industrie de pointe et des bureaux d'études dauphinois. Et pourtant, sa hauteur de vue ne semble pas atteindre le niveau des neiges éternelles, comme l'a prouvé sa piteuse tentative de razzia sur le *Canard enchaîné* parce que le journal satirique du mercredi dévoilait quelques singuliers aspects financiers de sa campagne électorale. Quant à Millon, président du conseil régional, il a fait sa carrière à l'ombre du gros Barre que toute cette histoire rend hilare et console de ses récents déboires.

Au panache Noir se sont ralliées des valeurs sûres comme Baudis le fils de son père, qui, dit-on, se serait effrayé lui-même de sa folle audace ; comme cette vieille barbe de Rossinot, à la fois radical et rénovateur, ce qui constitue un mélange plus étonnant que détonant ; comme Séguin qui serait la tête pensante de cette fine équipe — c'est tout dire —, lui dont le grand œuvre, comme ministre, a consisté à pressurer toujours plus les assurés sociaux (continuant d'ailleurs sans aucune originalité le boulot entrepris par Georgina Dufoix).

Dégonflés !

C'est donc cette fine équipe, aux dents comme des baïonnettes, qui voulait croquer un Jacquou-le-croqueur ressemblant de plus en plus aux caricatures de Cabu, trucider un Giscard, spectre blafard, sous le prétexte que tous les deux incarnent la défaite, que l'UDF et le RPR sont devenus des « *machines à perdre les élections* ». Selon les sondages, cette audace — purement verbale — aurait favorablement impressionné 50% des Français, ce qui prouve que « le peuple le plus spirituel de la Terre » n'est pas difficile en matière de nouveauté...

Même les colonnes du *Monde* en débordaient d'enthousiasme, annonçant que les « rénovateurs » allaient « *faire sauter spectaculairement le couvercle de la droite* », pronostiquant « *une révolution profonde des mœurs politiques* » et décrétant doctement « *qu'il existe tout simplement aujourd'hui les conservateurs et les progressistes.* »

Ces progressistes sont capables de marcher à reculons car si, dans leur cas, la valeur a tout de même attendu quelques années, la témérité, elle, n'est plus qu'un lointain souvenir d'adolescents. Donc, quand il s'est agi de constituer une liste pour les européennes, ces jeunes gens se sont dégonflés, déballonnés, écrasés devant les appareils. Ils vont certes, faire un peu de cinéma à l'Assemblée, ils annoncent aussi une « convention », mais ils « rénoveront » de « l'intérieur ». C'est plus prudent...

A part ça, on apprend qu'ils se bouffent déjà le nez et s'accusent mutuellement de piétinement réciproque des plates-bandes. Comme « *révolution des mœurs politiques* » c'est réussi ! Voilà qui renforce notre conviction que derrière les grandes phrases et sous les étiquettes variées se dissimulent autant d'ambitions dévorantes que s'agitent d'individus. C'est d'ailleurs rigoureusement pareil à gauche...

Sébastien BASSON

NUCLÉAIRE

Pouvoir et manipulations des connaissances

Le surgénérateur Superphénix de Creys-Malville a été recouplé au réseau de distribution d'électricité, le vendredi 21 avril, en fin de matinée. Le réacteur était arrêté depuis mai 1987, à la demande du Service central de sûreté des installations nucléaires (SCSIN), après la découverte de défauts dans le barillet (pour en savoir plus, voir les *Monde libertaire* n° 734, 737 et 742). La remise en route du réacteur avait lieu le 14 janvier dernier pour une période d'essai de sept mois. Cette remise en route était autorisée par décret ministériel (*Journal officiel* du 10 janvier 1989). Rappelons que le réacteur fonctionne actuellement sans barillet...

Qu'est-il advenu des procédures administratives et judiciaires engagées contre le redémarrage de Superphénix ? En effet, le gouvernement du canton de Genève comptait déposer un recours devant le conseil d'Etat français. D'autre part, la FRAPNA (Fédération Rhône-Alpes pour la protection de la nature), les Amis de la Terre et l'UFC-Isère (fédération de consommateurs) avaient déposé une requête devant le tribunal administratif de Grenoble, le 19 janvier, pour « excès de pouvoir » ainsi qu'une demande de sursis à exécution contre la remise en route de la centrale.

Le samedi 22 avril (jour suivant le couplage de Superphénix au réseau EDF), une nouvelle manifestation rassemblant près de 6 000 personnes avait lieu à Berne. Au-delà des craintes et des questions que l'on peut se poser sur les défauts, les risques et l'utilité de la remise en route du surgénérateur, nous avons la démonstration par les faits de la manière dont est conçu et réalisé le programme de production d'électricité par la filière nucléaire. Et, en la matière, comme dans la plupart des autres domaines d'ailleurs, les termes de « démocratie », de « transparence », de « liberté et d'égalité », ces termes deviennent des « idées creuses ».

A l'approche des élections au Parlement européen, certains voudraient nous faire croire qu'en changeant les hommes on modifierait cet état de fait. L'expérience nous démontre qu'il n'en sera rien ! Ce n'est pas avec un Antoine Waetcher ou un René Dumont président ou ministre que nous changerons le cours de l'évolution. Souvenons-nous du programme socialiste de 1981 et de ce qu'il en advint par la suite ! Il en a toujours été ainsi dans l'histoire des démocraties parlementaires.

Nous ne pourrons modifier cette évolution qu'en changeant les structures de notre société, en prenant notre vie en main, aussi bien dans les actes de la vie quotidienne que pour les projets à long terme.

CHRISTIAN (liaison d'Evreux)

La fête, la lutte, la suite ?

« ILS » sont au moins d'accord sur un point : « l'ouverture des frontières » européennes ne peut se faire qu'avec une répression accrue, à l'intérieur de chaque pays, des « marginaux ». Immigrés, taulards, insoumis, pour ne citer qu'eux, ressentent déjà cette politique d'exclusion concertée. Dans le même temps, l'extrême droite, ses « idées », son « corps électoral », ne cesse de grandir dans toute l'Europe, et son idéologie d'influencer tous les partis. La riposte ne peut donc se faire qu'en concordance avec tous les pays concernés, mais aussi, au-delà. La journée européenne d'action antifasciste, antiraciste et antisexiste (1) visait à démontrer notre intransigeance vis-à-vis des mesures sécuritaires préparatoires à 1993 et vis-à-vis des lepénistes et autres.

A Paris, la fête d'abord, avec le concert « Géronimo », où l'on put dénombrer plus de 1 000 personnes. La manifestation se déroulant une semaine après n'a pas eu ce succès. Trois cent cinquante personnes environ ont défilé de la place de l'Europe à la place Stalingrad. Beaucoup de jeunes « alternatifs », des militants (FA, CNT, CPR...) et, bien sûr, les comités ayant appelé à la manifestation (REFLEX, Sans-cravates, CSRB...) étaient présents. Nombre de tracts furent distribués sur le passage de la manifestation aux passants, souvent interloqués par le « look » peu banal de quelques-uns des participants, mais toujours curieux des idées qu'ils défendaient. A la place Stalingrad, le Comité de soutien aux réfugiés basques prit la parole, nous mettant ainsi au courant des dernières répressions à l'encontre des réfugiés politiques basques, déportés et torturés par les soins des barbouzes espagnoles. Puis vinrent les Sans-cravates, qui nous invitèrent à poursuivre l'action menée sous le mot d'ordre : « *Ne fêtons pas la Révolution, faisons la* », à l'occasion du 1er mai.

D'autre part, à Berlin, cette même journée d'action qui s'est déroulée le 21 avril, s'est terminée par l'arrestation de 120 manifestants ! A Londres, elle a eu lieu le 22 avril, mais il est encore trop tôt, à l'heure où j'écris ces lignes, pour avoir des nouvelles. Nous en attendons aussi de Suède.

Il reste encore beaucoup à faire, en France, pour que ce genre de regroupement pèse de son véritable poids. Nous avons donc profité du 1er mai pour réaffirmer notre internationalisme et notre dégoût viscéral des thèses autoritaires, pour continuer ce qui a été entrepris... Car, en tant qu'anarchistes, si nous ne pouvions qu'être solidaires de cette initiative basée sur l'anti-autoritarisme, il nous importe de souligner que notre organisation est *spécifiquement* anti-autoritaire, qu'elle regroupe pacifistes, syndicalistes révolutionnaires, individuels, féministes... *pour un Premier Mai unitaire.*

DIDIER (Gr. Malatesta)

(1) Pour cette journée, le MRAP et SOS-Racisme furent contactés : le texte ne correspondait pas aux « idées » du MRAP, quant à SOS-Racisme... on attend toujours la réponse !

ECOUTEZ
RADIO-LIBERTAIRE
89.4 MHZ
PARIS

LES SQUATTS PARISIENS

« Vincent, François, Zéphir et les autres »

La ville est le lieu où se fait l'histoire, où le pouvoir politique se manifeste et s'affirme. Lorsque l'on veut détruire une civilisation, on détruit ses villes. Inversement, lorsqu'une civilisation pourrit, c'est par la dégénérescence de ses cités qu'on peut en estimer l'ampleur. C'est par la réaction qu'elle suscite au sein de ses populations qu'on peut préjuger du contenu révolutionnaire ou réactionnaire des idées qui travaillent, qui façonnent déjà l'avenir. C'est donc par la contre-culture que ce pourrissement génère que l'on peut pressentir l'avenir et essayer d'agir sur les nouvelles tendances dans le sens révolutionnaire, émancipateur et libertaire que nous avons choisi.

Nous vous livrons ici le témoignage de plusieurs occupants-rénovateurs du XX^e^ arrondissement : un voyage parmi les squatters parisiens ; un saut chez Vincent, François, Yves, Cathy, Anne et les autres...

Pierre-Paul JACQUES
du Centre culturel libertaire Benoît-Broutchoux de Lille

— **Centre culturel libertaire Benoît-Broutchoux :** *Vous avez pratiqué l'autogestion des désirs, qui passe par l'expression spontanée ?*

— **Yves :** On peut essayer de vivre ses désirs. Parce qu'il y a tout de même des contraintes, pas mal de contraintes encore.

— **CCL :** *Tu as dépassé un simple discours. Tu es passé à l'acte ?*

— **Y. :** Oui, et puis on en discute entre nous. Le débat, ça aussi c'est la culture. Ce que tu veux, comment tu le fais. Comment tu t'organises ; comment tu te structures... L'organisation, c'est important qu'elle ne soit pas hiérarchisée. Essayer que les choses soient le plus spontané possible. Bon, des fois, il y a des décalages, des heurts... Mais chacun apporte quelque chose, et chacun évolue dans sa tête. On ne va pas essayer d'exploiter quelqu'un quoi. C'est tout ça qui fait la démarche...

— **CCL :** *L'expression n'est pas confisquée. C'est un peu l'intérêt des squatts aussi, non ? Laisser la parole à tout le monde ; n'exclure personne, permettre des échanges plus égalitaires et horizontaux.*

— **Y. :** La parole, elle appartient aussi à ceux qui la prennent... Moi, je ne suis pas forcément contre la délégation de pouvoir, à condition que les choses soient claires, qu'il n'y ait pas une prise de pouvoir d'un individu sur un autre.

— **CCL :** *C'est un type de relation, de fonctionnement, assez libertaire en fait ?*

— **Y. :** Sans s'en réclamer. Moi, je suis communiste libertaire, et si dans un squatt tu arrives à vivre un certain communisme libertaire, ça devient intéressant parce que tu ne reproduis plus des schémas qui existent à l'extérieur, et qui sont à abolir...

— **Zéphir :** Tu parlais tout à l'heure d'ouverture...

— **CCL :** *De confrontation permanente !*

— **Z. :** Oui, mais nous on n'accepte pas tout le monde ici : les expropriateurs, les commerçants, les dealers, les opportunistes de tous poils, les fascistes, c'est clair que la bête immonde ne passera pas par ici... Maintenant, on informe les gens du quartier, on discute et on voit les réponses. Soit les gens passent, soit ils se cassent, soit ils ne rentrent pas.

Autre chose : le fonctionnement. Nous, on vit avec de 10 à 30 personnes. Ça impose un certain type de fonctionnement social, ménager. Si ça ne se passe pas spontanément, il faut l'organiser. Ici, en ce moment, il y a des tensions sur le fait qu'il y en a qui sont spontanés et d'autres qui, de part leur passé, voient les choses différemment.

— **CCL :** *L'intérêt là-dedans, c'est qu'il y a un débat permanent ; tout peut être remis en cause ; c'est un lieu dynamique. L'important, ce n'est peut-être pas de se figer sur deux positions antagonistes, mais d'établir des passerelles entre les gens qui seraient plus spontanés et ceux qui seraient plus « structurés », voire rigides. Peut-on être remis en cause et trouver un nouvel équilibre ?*

— **Z. :** Ça tourne comme ça. Le débat est ouvert, les positions se modulent, et on arrive à un compromis.

— **CCL :** *Etes-vous en décalage complet, par rapport aux forces institutionnelles classiques que sont les partis politiques, les syndicats... tout ce qui fait la société du spectacle ?*

— **Z. :** Il y a un décalage entre la réalité et ce qui est retransmis. Il y a de la désinformation aussi. Les

journalistes sont soit naïfs soit crapuleux. On nous parle de la Bourse qui va bien, pendant que des gens crèvent. C'est un exemple de décalage...

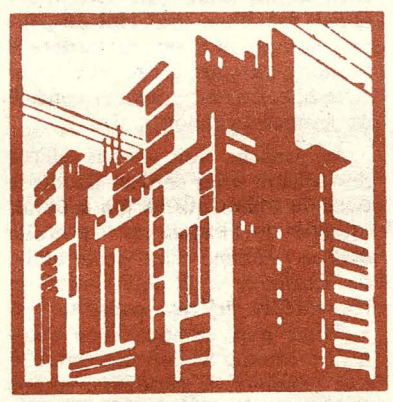
— **CCL :** *Ça pose un vrai problème. On a une démocratie formelle où l'on donne le droit de vote aux gens. Mais il n'y a pas de réelle démocratie dans l'entreprise. Les gens n'ont aucun pouvoir sur leur vie, sur l'économie. A partir de là, le droit de vote tourne un peu à vide dans la mesure où les gens savent bien que la situation économique, ils ne la maîtrisent pas. En fait, il y a une décrépitude de la vie dite démocratique, en fait démocratique uniquement d'un point de vue parlementaire, et ce qu'il faut mettre clairement en avant, c'est l'idée d'une démocratie directe et globale, un peu à l'image de ce que vous faites ici, une démocratie communiste et libertaire...*

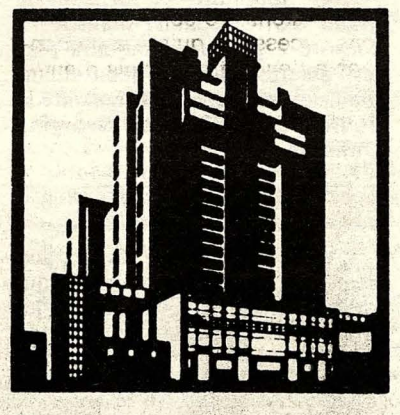
Suite aux élections municipales, les politiciens et politologues paniquent devant le taux d'abstention. Mais ce qu'il faut dénoncer, ce n'est pas l'abstention, c'est la démagogie qui consiste à essayer d'implanter des conseils de quartier, par exemple dans les grandes villes, sans que la citoyenneté soit reconnue dans l'entreprise.

— **Z. :** Sur le plan politique, je crois que l'on vit dans une société figée... Les années 80 ont été les années de la répression, des années vides, mortes... Mais il y a un nouvel élan maintenant. Aujourd'hui, il y a un comité des mal-logés qui existe, qui rassemble plus de 800 personnes qui se sont fédérées en une vingtaine d'immeubles, chaque immeuble délégant une personne mandatée et révocable... Ces délégués tournent. C'est une forme de démocratie directe... Chaque immeuble doit se prendre en charge dans des réunions relativement régulières, sans « prises de têtes », sans réunionite (...). Ce comité des mal-logés rassemble des familles marocaines, maliennes, des célibataires, etc. C'est aujourd'hui un grand atout sur Paris, c'est une pratique au niveau réel des gens, une pratique d'autogestion...

— **CCL :** *Une pratique d'autogestion des luttes, dans un cadre de démocratie directe et de coordination ?*

— **Z. :** Absolument, le Comité des mal-logés arrive à ouvrir de nouveaux appartements et des appartements HLM pour des familles qui sont dans le besoin, qui ont des revenus faibles. Il fait pression sur la municipalité de Paris et





l'Office HLM pour que des gens pauvres obtiennent des logements. Le logement, c'est un toit, le droit d'avoir un toit...

— **CCL :** *Un droit fondamental, si on parle des droits de l'homme en 1989...*

— **Z. :** Tout à fait, ce droit actuellement on nous le refuse sur Paris... alors on le prend. On le prend et on fait pression. La deuxième organisation existant sur Paris, c'est Bernard-Lhermitte, une organisation qui s'est retrouvée dans les locaux de Radio-Mouvance... Il s'agit de pouvoir organiser des jeunes souvent précaires, tucards, ou étant encore chez leurs parents, les organiser pour trouver des logements ou squatter en les défendant...

— **Y. :** Bernard-Lhermitte, ce n'est pas une agence de placement, c'est surtout un lieu d'infos.

— **CCL :** *Un lieu d'entraide ?*

— **Y. :** Oui...

— **CCL :** *On a vu apparaître ces derniers temps, à partir du mouvement étudiant, des coordinations de cheminots, etc. ; on voit ce qui se passe aussi en Corse, dans la CFDT, les exclusions, la recomposition syndicale, berf, c'est intéressant, je crois, de souligner que des gens un peu partout s'auto-organisent, prennent en charge leur lutte, ressentent la nécessité d'une prise de parole qui soit la leur, et ce le plus souvent en dehors des syndicats traditionnels ou des partis.*

— **Y. :** Les syndicats, c'est clair qu'ils ne remettent pas en cause l'entreprise, le système marchand. Ils veulent gérer d'une autre façon leur propre exploitation. La plupart des syndicats, sauf la CNT, c'est ça. Ils sont là pour gérer, canaliser...

— **Z. :** Le syndicat jour le rôle de tampon. Gérer les conflits sociaux, le consensus... C'est ce qu'ils font...

— **CCL :** *On peut déceler, ces dernières années, un rejet des formes de communication verticales.*

Dans les squatts, mais aussi dans pas mal de coordinations, c'est ce qui se passe. On met en place une communication directe.

— **Z. :** Redécouvrir la prise de parole : c'est ce qui a marqué le mouvement étudiant et lycéen de 1986-1987.

— **CCL :** *La première prise de pouvoir sur sa vie, c'est déjà de reprendre le pouvoir de la parole !*

— **Z. :** Absolument, ce mouvement avait été cassé un peu par l'arrivée de la gauche au pouvoir. Les gens se sont alors retrouvés devant un modèle Tapie, le vainqueur, le gagnant, le cadre dynamique. C'était ça la perspective dans le débat des années 80. Perspective de gagner à tout prix, donc d'écraser les autres, ceux qui sont les plus faibles.

— **CCL :** *C'est le libéralisme, la liberté du renard dans le poulailler !*

— **Z. :** Et ça, les événements de 1986 l'ont un peu débloqué... On s'est un peu réapproprié l'expression...

— **Y. :** C'est vrai qu'il y a eu une prise de parole, mais elle a été immédiatement récupérée la plupart du temps, la bande à Juquin, le PS, etc. Il y a des gens dont les médias n'ont surtout pas parlé, des gens qui remettaient en question non pas la loi Devaquet mais toute l'université et le rôle de cadres dirigeants qu'ils allaient avoir, dans la société future. Bien sûr, il ne faut pas idéaliser, ce n'était pas les plus nombreux.

— **CCL :** *Il y a peut-être des signes, quand on met bout à bout certaines réalités, certaines pratiques dans les luttes de ces dernières années, quand on voit l'usure des forces politiques institutionnelles, l'augmentation de l'abstention, quand on constate le développement de formes de luttes indépendants des syndicats réformistes, quand on voit les pratiques alternatives se multiplier, se coordonner, se fédérer : ça constitue un panorama intéressant. On peut même parler de « frissonnement » autour de la CNT à la COMATEC. Bien sûr, on fait un peu dans l'impressionisme ; on pointe quelques touches à droite, à gauche, mais ça forme quand même la trame d'un tableau, avec une unité... Il y a peut-être des signes qui laissent à penser qu'un nouvel essor pour le mouvement libertaire peut être envisager ?*

— **Z. :** Demain, je ne sais pas quand, ça sera la vie tous ensemble, la vie dans la joie, dans l'amour, dans la paix... Demain, on expropriera les capitalistes... On les enverra sur la lune !

— **CCL :** *Tu es un peu lyrique...*

— **Y. :** On ne sait pas ce qu'il va se passer... On peut aussi aller vers *1984*, Le meilleur des mondes, tu vois que je ne suis pas aussi optimiste. (...) C'est vrai qu'il y a des tas de gens qui prennent conscience et qui vont dans le sens d'une réappropriation de leur vie... Mais, dans le même temps, il y a encore pas mal de gens qui fonctionnent dans l'esprit Tapie...

Je ne crois pas que la fin du capitalisme soit inéluctable. C'est à nous de construire un rapport de forces suffisant. Bon, et puis, il y a aussi les campagnes, tout ce qui ce passe au niveau de l'écologie...

— **CCL :** *Bon, alors, si je conclus, il y a une prise de conscience écologique, une volonté de se réapproprier son espace de vie, son expression propre, des signes d'auto-organisation des luttes... Vive l'anarchie, alors ?*

— **Y. :** On peut toujours essayer de la vivre, mais je crois qu'il faut aussi réfléchir sur la nature, les relations avec la nature. Pour moi, un arbre, c'est pas un bout de bois qui pousse, c'est la vie. Tu n'as pas à exploiter non plus la nature. Il faut vivre en harmonie avec elle.

— **CCL :** *Y a-t-il une logique du profit à démolir ?*

— **Y. :** Bien sûr, les gens ne sont pas des machines, et la nature n'est pas un truc que l'on exploite comme ça. De toute façon, la nature se rebelle aussi...

— **CCL :** *Est-ce que tu n'as pas l'impression aussi que le spectacle devient écologique ? Parce qu'à force de montrer aux gens des spectacles de catastrophes, etc., on fait resurgir la notion du spécialiste, de l'écolo-spécialiste, du technocrate de l'écologie qui va remettre de l'ordre en aménageant le système et qui va soulager la bonne conscience du peuple...*

— **Y. :** Malheureusement, c'est ce qui se passe avec les Verts tels qu'ils se présentent. Moi, peindre les usines en vert, je m'en fous ! La critique, il faut la pousser très loin... Ça, c'est un débat qui doit exister et qui reste ouvert...

Propos recueillis et retranscrits par Pierre-Paul JACQUES du Centre culturel libertaire Benoît-Broutchoux de Lille

N°750 JEUDI 4 MAI 1989

IMMIGRATION

Débastillons l'Europe

PRÈS d'un an après le retour de la gauche au pouvoir, le gouvernement se décide à revoir quelques dispositions de la loi Pasqua du 9 septembre 1986 sur l'entrée et le séjour des étrangers en France. Tout d'abord, il ne retouche que cette loi Pasqua, et pas l'ensemble des dispositions règlementaires qui régissent les conditions de vie des immigrés (décret Dufoix sur le regroupement familial, loi du 4 septembre sur les contrôles d'indentités au faciès...).

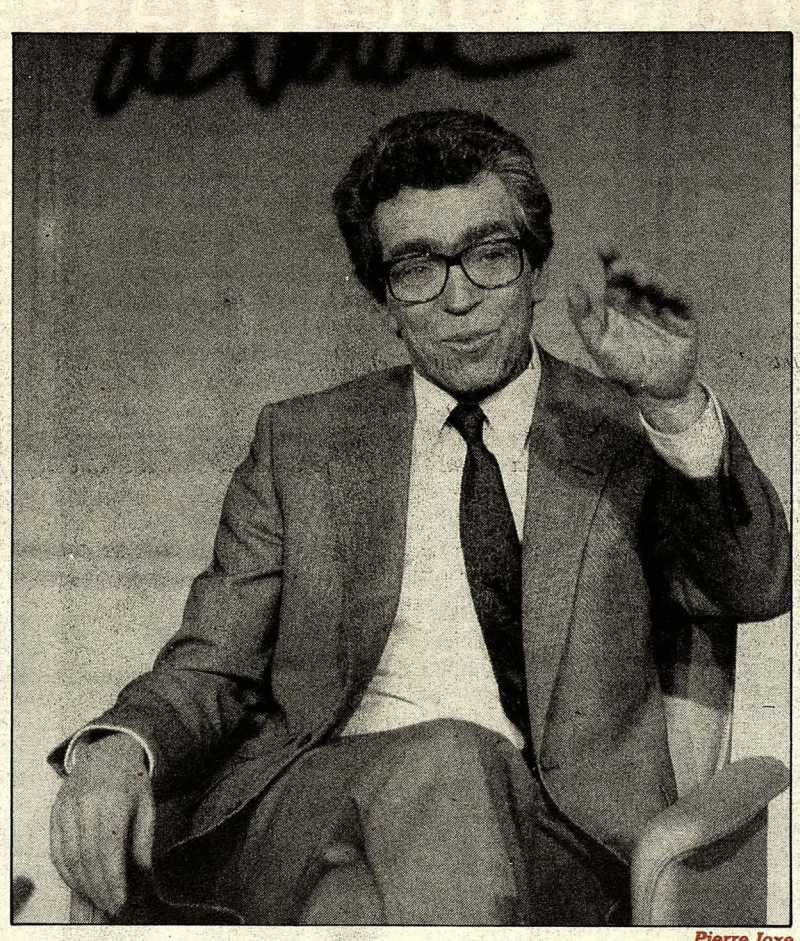
Pendant un an, expulsions, reconduites aux frontières, etc., ont continué de la même façon. Le 31 décembre 1988, Mitterrand avait souhaité que « *soient révisées sans tarder plusieurs dispositions qui ne me paraissent pas équitables, ni justifiées* ». Cette déclaration avait fait sortir de la clandestinité plusieurs centaines d'immigrés qui croyaient que l'heure de la régularisation avait sonné, et se jetant ainsi dans la gueule du loup.

Joxe, digne successeur de Pasqua

Quatre mois après, Joxe, ministre de l'Intérieur présentait aux associations humanitaires, antiracistes ou de solidarité, un avant-projet de sa loi qui n'était en fait qu'un simple lifting de celle de Pasqua, l'aggravant même sur certains points. Cet avant-projet provoqua la colère de nombreuses associations, mais ces dernières ont préféré défiler les unes après les autres dans le bureau de Joxe, plutôt que d'entamer une réelle mobilisation pouvant déboucher sur des manifestations, afin d'obtenir l'abrogation de la loi Pasqua, le démantèlement des centres de rétention, l'arrêt des expulsions... Ce lobbying a certes porté quelques fruits, mais rien de fondamental n'a été touché.

A été supprimé un article de la loi Pasqua pouvant empêcher la délivrance de la carte de dix ans si « *la présence de l'étranger constitue une menace pour l'ordre public* ».

A été créé un recours possible à une commission de séjour des étrangers, formée de trois magistrats qui statueront en cas de refus par le préfet d'une carte de séjour. (Mais l'étranger candidat pour la première fois à une carte de séjour d'un an, et celui candidat à une carte de résident après trois ans de séjour, ne pourront pas utiliser ce recours suspensif en cas de refus du préfet.)



Pierre Joxe.

Joxe a aussi rendu inexpulsables et non reconductibles à la frontière les étrangers présents régulièrement depuis dix ans, sauf urgence absolue. Car, évidemment, la procédure d'urgence absolue (procédure arbitraire et sans recours possible qui permet d'expulser tous les étrangers, mis à part les mineurs) est maintenue. Joxe a seulement déclaré qu'il était « *prêt à reparler de cette question* » !

Quant à l'entrée en France de nouveaux étrangers, aucune modification de la loi, et en aucun cas il n'a été question d'en discuter avec les associations. Joxe a maintenu le système des visas de séjour, installé prétendument provisoirement en septembre 1986 par le gouvernement Chirac sous le fallacieux prétexte des attentats terroristes : cette instauration était en fait l'application des accords de Schengen conclus entre la Belgique, les Pays-Bas, le Luxembourg, la RFA et la France le 14 juin 1985 (sous le gouvernement socialiste) et publiés au *Journal Officiel* le 5 août 1986, qui prévoient dans l'article 7 que : « *Les parties (les cinq pays des accords de Schengen) s'efforcent de rapprocher dans les meilleurs délais leurs politiques dans le domaine des visas, afin d'éviter les conséquences négatives que peut entraîner l'allègement des contrôles aux frontières communes en matière d'immigration et de sécurité. Elles prennent, si possible avant le 1er janvier 1986, les dispositions nécessaires en vue d'appliquer leurs procédures relatives à la délivrances des visas, et à l'administration sur leur territoire en tenant compte de la nécessité d'assurer la protection de l'ensemble du territoire des cinq Etats contre l'immigration illégale et les activités qui pourraient porter atteinte à la sécurité.* »

C'est maintenant au niveau européen que se discutent les modalités d'entrée pour les étrangers, ou les demandeurs d'asile, dans un des cinq pays des accords de Schengen. Ainsi, lors d'une réunion du groupe de travail de Schengen, à Bruxelles, le 25 avril 1988, ont été discutées entre autres les modalités pour l'obtention d'un visa de séjour de moins de trois mois dans l'un des cinq pays; il faudra :

- disposer de moyens financiers suffisants ;
- ne pas être répertorié comme *persona non grata* dans au moins un des cinq pays, ce qui sous-entend la création d'une liste des étrangers indésirables, liste informatisée (qui comprendra aussi les demandeurs d'asile dont la demande a été rejetée dans au moins un des cinq pays) et disponible aux frontières ;
- ne pas être considéré comme une menace pour l'ordre public, la défense nationale et les relations internationales dans au moins un des cinq pays.

Si l'obtention d'un visa dans un des pays devrait permettre d'aller dans les quatre autres, le refus dans un interdira l'entrée dans les cinq.

Dans la même réunion, ont été discutées les obligations des transporteurs et on prévoit actuellement que ceux-ci seront obligés de vérifier que le transporté possède bien les documents de voyage requis (voir à ce propos la condamnation récente d'un chauffeur de taxi de Tourcoing qui avait transporté de Belgique en France des immigrés sans papiers).

Les discussions de ce groupe de travail intitulé « Sécurité aux frontières et contrôle aux frontières » se passent sans aucune concertation et dans le secret.

Ce n'est plus seulement à Paris que se décident les mesures de « police des étrangers », mais aussi dans des commissions européennes, et l'arsenal des mesures répressives qu'elles préparent, une fois décidées, s'appliqueront à la France comme dans les autres pays. C'est avant le 1er janvier 1990 (date de l'entrée en vigueur de certaines nouvelles mesures), que doit se développer un fort mouvement pour une Europe ouverte et solidaire, afin de mettre en échec une politique européenne discriminatoire, sécuritaire et répressive.

Pépé CARVALHO

(1) Le GISTI a édité une brochure sur les propositions de modifications législatives et réglementaires concernant la situation des étrangers en France, propositions du Réseau d'information et de solidarité, ainsi que sur le travail du groupe de Schengen, avec le texte des accords : supplément à Plein Droit *n° 6, mars 1989.*

(2) Voir aussi, sur l'ensemble des questions de l'immigration, du droit d'asile, de l'extrême droite et de la coopération policière en Europe, Réflexes *spécial Europe, en vente à la librairie du Monde libertaire.*

PRISONS

Solidarité et droits de l'homme

LE 14 novembre 1988, les détenus de la centrale de Poissy revendiquaient dans le calme pour l'amélioration des conditions de détention.

Comme par hasard, l'un de ceux qui avaient participé au mouvement est emmené au mitard, après une algarade avec un maton, le 10 avril 1989. C'est l'arbitraire et la logique habituelle de la répression contre ceux qui osent braver l'administration pénitentiaire.

« Peut-être l'égalité ? »

Ceux qui confondent mutins et voyous ignorent que la solidarité s'affirme de plus en plus en prison. Le 11 avril, 250 détenus se révoltent et prennent en otages six surveillants, cependant que deux autres gardiens s'enferment dans une rotonde, afin d'échapper à la mutinerie. Les prisonniers exigent que leur camarade passe au prétoire, afin que cesse l'intolérable mise en cellule de punition sans jugement.

Il ne s'agit pas plus de justifier le prétoire que le mitard. C'est une protestation de plus contre l'état de non-droit que constitue l'espace carcéral. Par la même occasion, les taulards font valoir leurs revendications qui n'ont pas été entendues en novembre et qui se résument à ce slogan écrit sur un carton brandi par l'un d'entre eux à travers ses barreaux : « *Respect, dignité, peut-être égalité* ».

Ce que les projecteurs de l'actualité ne retiennent pas, c'est que trois des participants du mouvement ont été condamnés à 45 jours de mitard. Celui qui a été à l'origine de l'explosion a pris 20 jours.

Coordinations de détenus

La Coordination des détenus de Poissy met en garde l'administration pénitentiaire contre les sanctions excessives qu'elle a prononcées à l'encontre de trois d'entre eux. Ces derniers doivent passer en jugement à Versailles, le 3 mai.

La Coordination nationale des prisonniers (CNP), entre-temps, a appelé à une heure de protestation sans violence, le 1er mai. Les détenus prisonniers sont conviés à ne pas remonter de promenade l'après-midi. Le non-aboutissement du mouvement de refus des plateaux et la solidarité avec les mutins d'Ensisheim, de Toul et de Poissy est à l'origine de cette décision. A cette occasion, la CNP dresse l'inventaire de ses revendications :

- abolition de l'isolement ;
- permissions accordées de façon plus libérale ;
- limitation de l'enfermement à quinze ans ;
- trois quarts d'heure de parloir libre ;
- solidarité et grâce pour les mutins ;
- peinture sur tous les carreaux des parloirs ;
- un lit fixe, au lieu d'un matelas, quand il y a deux détenus en cellule ;
- autorisation du change du linge au parloir.

Nouvel incident, cette fois à Fleury-Mérogis. Un détenu est pris, le mardi 18 avril, à distribuer un tract contre l'isolement carcéral et les longues peines. Il est condamné à 20 jours de mitard. Aussitôt, éclate un mouvement de protestation. Deux cents prisonniers du D 1 ont manifesté leur solidarité à leur camarade, en refusant de remonter de promenade.

Les « forces de l'ordre » investissent la centrale de Poissy.

Or, le 11 avril, cinquante taulards ont retenu quatre matons en otages pendant plusieurs heures au centre de détention Ney de Toul, avec comme revendications de meilleures conditions de vie, l'amélioration du parloir, des possibilités de visites accrues et des attributions plus souples des grâces.

Si l'on y réfléchit un tant soit peu, il est clair que les détenus manifestent de plus en plus de détermination, de calme, de dignité et de solidarité dans leurs luttes. Au lieu de les traiter en mutins irresponsables, l'administration pénitentiaire aurait tout intérêt à leur accorder ces élémentaires droits de l'homme qu'ils réclament, faute de quoi il lui faudra gérer une situation définitivement incontrôlable pour elle.

Jacques Lesage de La Haye

Le procès de Douai

Justice a-t-elle été rendue ? Le procès de Douai, à l'issue duquel la quasi-totalité des inculpés (1) a été remise définitivement en liberté, a été caractéristique du jésuitisme de la justice de mon pays.

La bataille, on le sait, a été menée sur l'amnistie. Reconnaître la qualité politique des faits, c'était admettre implicitement que la loi d'amnistie de 1981 devait leur bénéficier, dans le cas contraire, le « droit commun » aurait dû s'appliquer avec toute la lourdeur et toute la sévérité qu'il implique.

Les jurés « populaires » ont, malgré tout, admis la bonne foi des accusés en les acquittant pour quatre d'entre eux, et en amnistiant les deux autres, ils leur ont reconnu le caractère politique. Va comprendre !

Sans vouloir cracher dans la soupe, tout cela manque un peu d'élégance. M'enfin ! de toute façon les anars ne sont jamais contents.

Emile VANHECKE

(1) Luigi Amadori purge actuellement une peine de prison pour des raisons étrangères à l'affaire de Condé.

N°750 JEUDI 4 MAI 1989

HONGRIE

Une révolution silencieuse

La Hongrie, vous connaissez ? Les souvenirs sont souvent quelque peu limités quant à ce pays pourtant pas si petit (trois fois la Belgique), pas si éloigné, et pourtant si lointain pour certains. Il est vrai que depuis Budapest (en 1956), les médias, comme frappés de normalisation, n'ont pas daigné parler beaucoup de la Hongrie. Or, il serait temps de se réveiller. Aujourd'hui, Janos Kadar est bien mort, et la Hongrie connaît une révolution silencieuse qui mérite bien mieux que d'être passée sous silence. Cent mille personnes, le 15 mars dernier, dans les rues de Budapest, le multipartisme toléré puis autorisé, les débuts d'un syndicalisme libre, un puissant mouvement écologiste et, par dessus le marché, un développement prometteur du mouvement anarchiste : le monopole du parti communiste ne semble pas devoir survivre au-delà des élections de 1990, mais personne n'a l'air de s'en émouvoir outre mesure. Pourtant, le printemps de Budapest, de 1989, est déjà allé plus loin que le Printemps de Prague, de 1968. Comment en est-on arrivé là ?

Relations internationales

APRÈS 1956, la plus retentissante des insurrections antistaliniennes, après un formidable espoir et une terrible répression... plus rien. La normalisation semblait avoir atteint ses objectifs, Janos Kadar paraissait avoir réussi à faire succomber le peuple hongrois aux charmes équivoques du « goulasch socialisme » : un peu de consommation contre beaucoup de passivité politique.

Mais, à partir de la fin des années 70, le système marque des signes de faiblesse. Le « goulasch socialisme » commence à manquer de goulasch. C'est le début de la longue agonie du « miracle économique hongrois ». Si un niveau de vie relativement élevé pour un pays de l'Est était parvenu à compenser plus ou moins le manque total de libertés démocratiques, la crise économique qui frappe le pays remet en cause les subtils équilibres du kadarisme. Et, pendant une décennie entière, le renouveau de la contestation semble suivre la courbe de l'inflation. Et aujourd'hui, ces équilibres sont rompus : l'économie chute, la tension monte et le pouvoir actuel vacille. Depuis un an, la Hongrie est en mutation.

Une force collective à l'extérieur des monopoles totalitaires

Le 15 mars 1988, 15 000 personnes, contre 1 000 en 1985, défilent à Budapest pour commémorer l'insurrection de 1848 et, par association, celle 1956. La portée de l'événement dépasse le nombre des manifestants. Comme en Pologne lors de la visite du pape en 1979, comme peut-être en Tchécoslovaquie lors des dix jours d'émeutes à Prague au mois de janvier, comme sans doute en URSS lors des dernières élections où la quasi-totalité des candidats « indépendants » a été élue, cette manifestation aura été une sorte de rencontre du peuple avec lui-même, peuple qui cesse de former une « foule solitaire ». Les individus, jusque-là écrasés par le sentiment de leur isolement face au poids de la machine étatique et celui d'une apparente apathie du reste de la société, prennent conscience de pouvoir constituer une force collective à l'extérieur des monopoles totalitaires.

En Hongrie, ce phénomène est particulièrement net. Alors que la manifestation du 15 mars dernier a rassemblé non plus 15, mais 90 à 100 000 personnes place du Musée, le parti lui-même a accepté des réformes que l'on aurait à peine osé imaginer voici un an. Dans l'intervalle, de nombreuses forces politiques — organisées en « forums » ou en partis — sont apparues et agissent au grand jour.

Quinze jours à peine après la manifestation du 15 mars 1988, se constituait le premier des groupes politiques indépendants de cette année de renouveau, le FIDESz, ou Fédération des jeunes démocrates, importante organisation qui regroupe des tendances assez diverses de la jeune opposition.

Tout se précipite à l'automne. Le SzDSz se crée au mois de novembre à partir du Réseau des initiatives indépendantes. A l'origine, il s'agissait de donner une coordination souple et décentralisée, de permettre la circulation de l'information entre les nombreuses « initiatives informelles ». Mais bientôt se manifeste le besoin de se donner une organisation plus structurée.

Manifestation du 15 mars 1989.

Une proposition en ce sens remporte 80% des voix lors d'une assemblée générale du réseau, qui devient le SzDSz, ou Fédération des démocrates indépendants. Le SzDSz regroupe la grande majorité des personnalités les plus connues de l'intelligentsia hongroise. Cette caractéristique fait à la fois la force et les limites du SzDSz : en effet, si le forum est potentiellement un fertile laboratoire d'idées, son influence (3 000 personnes au maximum) semble devoir se limiter aux milieux de la dissidence intellectuelle, presque exclusivement implantée dans la capitale.

C'est à l'automne également que se forme le MDF, ou Forum démocratique hongrois. Depuis 1987, il existait à Budapest un contre-Parlement organisé par des dissidents, en parallèle au Parlement officiel dominé par le parti unique. Bientôt, ce contre-Parlement se mua en un forum largement orienté à droite, regroupant une palette de tendances assez contrastées. On peut distinguer trois courants principaux : une tendance libérale, une tendance conservatrice et une tendance que l'on pourrait qualifier de populiste. Le MDF, avec près de 15 000 membres et un solide réseau de comités locaux, est bien mieux implanté que le SzDSz et forme sans doute la plus puissante des forces politiques d'opposition.

Le Parti des petits propriétaires, ou parti, a lui aussi été reconstitué. Avant la prise du pouvoir par les communistes, ce parti était la clef du paysage politique d'une Hongrie alors essentiellement rurale. Mais depuis, l'industrialisation forcée est passée par là, et 90% de l'agriculture est collectivisée. Aussi, le Parti des petits propriétaires semble-t-il n'avoir d'avenir que s'il parvient à dépasser son rôle exclusif de parti paysan.

Dernièrement fondé, le Parti hongrois de l'indépendance (très à droite) proclame son attachement à des valeurs chrétiennes et nationalistes. Mais, dans la mesure où la situation coloniale de la Hongrie vis-à-vis de l'URSS est bien réelle, il peut représenter un certain potentiel.

Il existe également un parti nazi, le Parti national-socialiste hongrois. Autour de quelques rescapés du vieux fascisme hongrois, s'agitent une centaine de skinheads qui font la chasse aux juifs et aux tziganes . Ils sont bien sûr ultra-minoritaires ; mais un sondage a montré que 80% de la population se prononce en faveur d'une Hongrie « débarrassée » de ses 15 000 juifs et de ses 100 000 tziganes...

Les trotskistes sont regroupés au sein du Groupe pour une alternative de gauche. Leurs idées, leurs références conseillistes pourraient avoir une certaine prise chez les Hongrois. Mais tant qu'ils n'auront pas su se débarrasser de leur langue de bois, peu différente dans sa forme de celle du régime, ils auront bien du mal à vaincre les allergies de l'opinion. Ils multiplient les contacts internationaux et envisagent de créer en octobre un parti révolutionnaire des travailleurs hongrois.

Enfin, le Parti social-démocrate hongrois, le MSzDP, propose de placer la Hongrie sous le régime d'un Etat-providence à la suédoise. Fondé à l'origine par un groupe restreint de vieux militants sociaux-démocrates dans le but de réhabiliter leurs camarades victimes des communistes, le MSzDP possède une section de jeunesse en pleine expansion. Il existe en Hongrie un assez fort courant d'idées social-démocrates, si bien que la Parti social-démocrate paraît appelé à un développement important qui pourrait en faire la seconde force politique d'opposition derrière le MDF, sinon la première.

• • •

Déclaration du groupe anarchiste Autonómiá

Dans notre interprétation, l'autonomie est non seulement le but social final, mais aussi le comportement libre, responsable et guidé par la morale de gens conscients.

Le but est une société sans maître, sans hiérarchie, sans autoritarisme ; une société basée sur l'autonomie des communautés autogérées fonctionnant en une fédération décentralisée. L'aide mutuelle, la non-violence, la tolérance et le rejet de toute hiérarchie devraient être les principes de la société auto-organisée. Toutes les entités économiques (usines, entreprises, etc.) devraient être la propriété commune de ceux qui y travaillent, et toutes devraient être gérées selon les principes de l'autogestion des ouvriers. L'économie devrait être subordonnée à des objectifs humanitaires et écologiques.

Rassemblement de soutien à Vaclav Havel.

La démocratie devrait fonctionner en politique. Les groupes de gens et les communautés devraient former leurs conseils, fonctionnant sur les principes de la démocratie directe et du mandat impératif, c'est-à-dire que les membres ne devraient représenter que les décisions prises par les votants.

Assez d'oppression, assez d'exploitation !

Assez de discriminations pour raisons politiques, nationales, racistes, religieuses, sexuelles ou autres !

Assez de règne patriarcal des hommes ! Toutes les femmes, tous les enfants et toutes les personnes âgées devraient bénéficier d'une émancipation totale.

Autonómiá est un groupe politique hongrois indépendant, sans aucune direction, qui n'agira ni comme une association ni comme une organisation politique (comme un parti, par exemple). Le groupe ne rejoindra pas la lutte pour le pouvoir, mais soutiendra les autres communautés, mouvements et groupes à la base, et les aidera à devenir actifs dans la récente situation politique. Le groupe n'aura pas de représentants mais sera politiquement actif de façon directe en propageant ses idées et en créant de nouveaux modes de vie alternatifs. Bien que le but final soit une société sans partis ni Etat, dans la récente situation de la Hongrie nous soutenons toutes les initiatives indépendantes qui veulent briser le pouvoir de ce système totalitaire de parti unique et qui luttent pour le pluralisme.

Nul modèle de démocratie existant dans le monde n'est assez séduisant pour nous, nous rejetons tous les systèmes de pouvoir étatique.

Quiconque est d'accord avec nos principes est le bienvenu dans notre groupe.

Autonómiá
(Budapest, le 18 novembre 1988)

HONGRIE

Une révolution silencieuse

...

Mais l'opposition, en Hongrie, ne se limite pas aux seuls cadres des partis politiques et des forums. Un mouvement syndical indépendant commence à se développer. Au printemps 1988, a été fondé le Syndicat des travailleurs scientifiques, le TDDSz. Si ce syndicat reste et restera petit, du fait que la catégorie qu'il regroupe — les intellectuels — est peu nombreuse, il n'en constitue pas moins une première en Hongrie.

Le mouvement syndical

Le Syndicat interprofessionnel Munkasszolidaritas (« Solidarité ouvrière ») est plus prometteur. Il a été créé suite à un meeting du SzDSz pour les ouvriers. Actuellement, Munkasszolidaritas entend se limiter exclusivement à la stricte défense des intérêts des travailleurs ; cette position d'indépendance totale envers les mouvements politiques va cependant jusqu'à l'apolitisme, voire le refus de prendre en compte tout projet de société. Le syndicat n'est encore qu'un large comité fondateur de quelques centaines de personnes. Malgré sa faiblesse actuelle, Munkasszolidaritas est important pour l'avenir dans la mesure où la crise économique continue de s'aggraver,

Banderole de « Solidarité » Polono-hongroise.

et où malgré les illusions de certains il ne faut guère s'attendre à ce qu'un éventuel passage à l'économie de marché améliore la condition des travailleurs.

Déjà, des grèves ont eu lieu cet été dans les mines et dans l'industrie. Le pouvoir, effrayé par la coïncidence avec les grèves du mois d'août en Pologne (l'insurrection de 1956 avait commencé par une manifestation de soutien au printemps polonais...), a cédé aussitôt à toutes les revendications.

Le mouvement écologiste est relativement puissant en Hongrie. Il se concentre en particulier sur la lutte contre le projet d'aménagement hydro-électrique du Danube, commun à la Hongrie, à la Tchécoslovaquie et à l'Autriche. Ce projet, qui menace de détruire l'équilibre écologique du plus grand fleuve d'Europe, a fait l'objet de plusieurs grandes manifestations, notamment le 3 mars dernier. Néanmoins, le mouvement écologiste hongrois est peut-être plus un mouvement « bleu » qu'un mouvement vert ; en effet, il s'est jusqu'à présent montré incapable de se détacher du problème des barrages. Les autres luttes, comme le nucléaire, restent délaissées.

Comme en Pologne, le Parti communiste hier encore omnipotent semble désormais résigné à perdre le monopole du pouvoir. Après la loi sur la liberté d'association, voici pour le mois d'août une loi sur le multipartisme qui entérinera une situation déjà largement tolérée depuis un an. A l'automne, interviendra une modification de la Constitution : le principe du rôle dirigeant du parti dans la vie politique sera retiré, tandis que la République populaire de Hongrie sera rebaptisée République hongroise. Enfin, en avril ou en mai 1990, auront lieu des élections théoriquement libres, les premières en Hongrie depuis 1945.

D'ores et déjà, le parti éclate en plusieurs tendances. La fraction dure, le Parti léniniste hongrois, rassemble les « bétons » opposés aux réformes. A l'inverse, toute une aile semble se rapprocher de positions social-démocrates. Enfin, une tendance médiane, celle sans doute qui conservera le contrôle de l'appareil du parti, paraît s'orienter vers une sorte d'Euro-communisme hongrois.

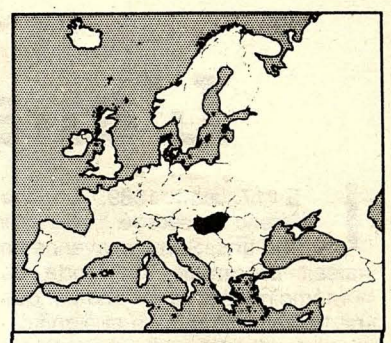
Quelles perspectives ?

Alors, quelles perspectives ? Sauf imprévu — par exemple, révolution en Pologne — les élections de 1990 représentent l'échéance majeure. Elles verront, selon toute probabilité, la mise en minorité du parti communiste. Plusieurs possibilités sont envisageables. La première est une victoire totale de l'opposition, basée sur une coalition de la droite et des sociaux-démocrates. Ce serait alors ce que certains appellent le « passage à l'Ouest » de la Hongrie. On peut également penser à une alliance de la tendance social-démocratisante du parti, éventuellement en rupture de ban, avec le MSzDP, même si celui-ci ne veut pas en entendre parler pour l'instant. On verra à l'approche des élections.

Cette dernière solution peut paraître plus vraisemblable dans le contexte géopolitique actuel des pays de l'Est : en Hongrie, comme en Pologne, l'heure est au partage du pouvoir pour éviter de le perdre, mais pas à son abandon total. Vis-à-vis de son opposition interne, Gorbatchev peut se permettre de lâcher un peu la bride aux colonies, mais pas de brader l'empire russe à la première CEE venue.

L'aspect un peu inquiétant de cette révolution silencieuse est que l'on cherche en vain en Hongrie la poussée sociale qui aurait pu suffire à déclencher des changements aussi rapides. La facteur déterminant semble être ailleurs, au niveau de la stratégie globale des classes dirigeantes des pays de l'Est. Il y a là un décalage dangereux. Le peuple hongrois s'engouffre dans la brèche qui s'ouvre dans le monopole totalitaire, et il a raison. On se saurait laisser passer de telles occasions historiques lorsqu'elles se présentent. Mais il faut savoir se méfier des retours de bâton que réservent parfois les révolutions par en-haut. Et le Parti léniniste hongrois est armé. Puisse le jeune mouvement libertaire hongrois en rester conscient.

PATRICK
D'après des informations du groupe anarchiste hongrois Autonómiá



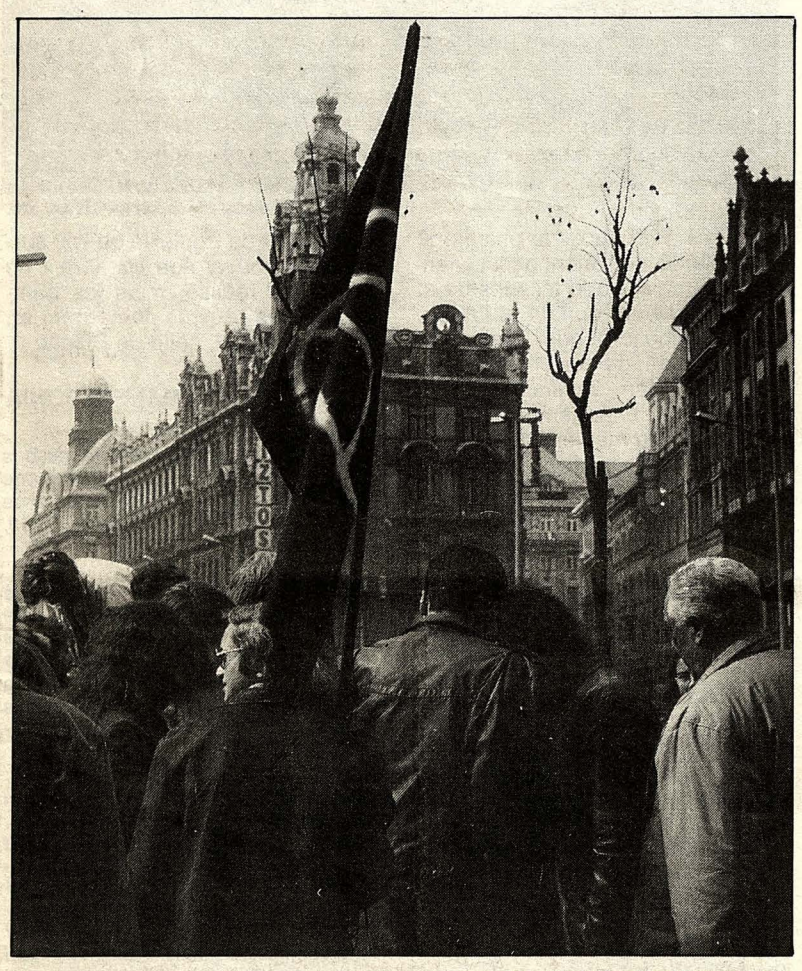
Hongrie

HONGRIE

Création d'un mouvement anarchiste

ET de deux ! Après la Pologne, voici que le mouvement anarchiste se développe dans un second pays de l'Est : la Hongrie.

Dès 1986, l'idée de former des groupes anarchistes était lancée au cours d'un meeting. Mais si l'intérêt suscité par les idées libertaires était déjà important, il manquait encore la conscience de la nécessité de s'organiser. A cette époque paraît le journal clandestin appelé *Egtájak Közöth* (« Entre les points cardinaux ») dont le message authentiquement alternatif constituait une sorte d'anarchisme qui s'ignore. La rédaction d'*Egtájak Közöth* vaudra à ses rédacteurs nombre d'interrogatoires et de perquisitions, qui ne feront que renforcer leur détermination. En 1988, le projet de formation d'un groupe anarchiste à Budapest aboutit. Une vingtaine de personnes élaborent les principes de base du groupe et lui donnent un nom : Autonómiá. De même, trois autres groupes se sont formés dans les villes d'Eger, de Nyiregyhaza et de Szekeskhervar.



Manifestation du 15 mars 1989.

L'action d'Autonómiá

Aujourd'hui Autonómiá rassemble une vingtaine de militants. Le groupe tient des réunions hebdomadaires, où ne sont négligés ni le fonctionnement ni la théorie. Autonómiá prend une part aussi active que possible dans la lutte de l'opposition hongroise. Plusieurs membres du groupe figurent parmi les fondateurs du syndicat ouvrier indépendant Munkasszolidaritas (« Solidarité ouvrière »). Autonómiá a été présent lors de la manifestation géante du 15 mars dernier, où 90 à 100 000 personnes ont défilé dans les rues de Budapest. Le groupe apporte tout son soutien à la lutte contre les projets de barrages hydro-électriques sur le Danube. Nos compagnons ont également été à l'initiative d'un rassemblement de soutien au dramaturge tchèque dissident emprisonné Vaclav Havel. Autonómiá poursuit un travail théorique autour de l'élaboration d'un programme plus complet. La traduction et la publication prochaine du livre de l'anglais Colin Ward *Anarchists in action* dotera sans doute le mouvement libertaire hongrois d'un remarquable outil de propagande. Enfin, l'édition d'un journal anarchiste hongrois est en projet.

Quels espoirs pour le développement de l'anarchisme en Hongrie ? Beaucoup de temps s'est écoulé depuis les révolutions conseillistes de 1919 et de 1956... Les idées anarchistes sont quelque chose d'absolument nouveau pour l'opinion hongroise. En réaction au système totalitaire de parti unique, on observe souvent à la base une attitude de rejet systématique de toute structure trop rigide et hiérarchisée. Il peut néanmoins s'agir tant d'un handicap que d'un atout pour les anarchistes : en effet, cette attitude va parfois jusqu'à l'apolitisme, voire à une certaine forme de nihilisme. Ce qui est certain, c'est que le développement de l'anarchisme en Hongrie participe d'un net renouveau du mouvement libertaire au niveau des pays de l'Est.

Relations internationales

Comment soutenir les anarchistes hongrois

Autonómiá souhaiterait établir des relations avec un maximum de groupes anarchistes dans le monde entier. Envoyez-leur des informations sur votre groupe, sur vos idées et vos principes, sur vos activités ou vos publications. Nos compagnons attendent vos lettres avec impatience à l'adresse suivante : Autonómiá, c/o Eötvös Klub, Karolyi M. ut. 9, H-1053 Budapest, Hongrie.

A vos stylos !

Relations internationales

Manifestation du 15 mars 1989 (banderole d'Autonómiá).

N°750 JEUDI 4 MAI 1989

EUGÈNE BIZEAU

L'anarchisme par la chanson

LE 17 avril 1989, Eugène Bizeau est décédé. Il allait avoir 106 ans. Son âge avancé en faisait désormais une sorte de « mémoire vivante » d'une période particulièrement riche et significative de l'histoire du mouvement anarchiste et ouvrier français.

Avec sa mort, c'est un peu donc comme si un dernier pan d'un monde révolu s'en allait à jamais. Mais surtout, avec lui disparaît l'un des derniers représentants de la chanson sociale et révolutionnaire du début du siècle ; chanson qu'il sut alimenter et enrichir de son talent.

Militant libertaire et antimilitariste convaincu, toute sa production littéraire de « vigneron poète » porte la marque de ses convictions. Bizeau a été, sans conteste, un de ceux qui — au même titre qu'un Gaston Couté, qu'un Charles d'Avray, ou bien que les poètes et chansonniers révolutionnaires de la Muse rouge — surent allier production artistique et engagement militant, sans jamais se résigner à renoncer ou bien à amoindrir l'un comme l'autre.

Le poète-vigneron

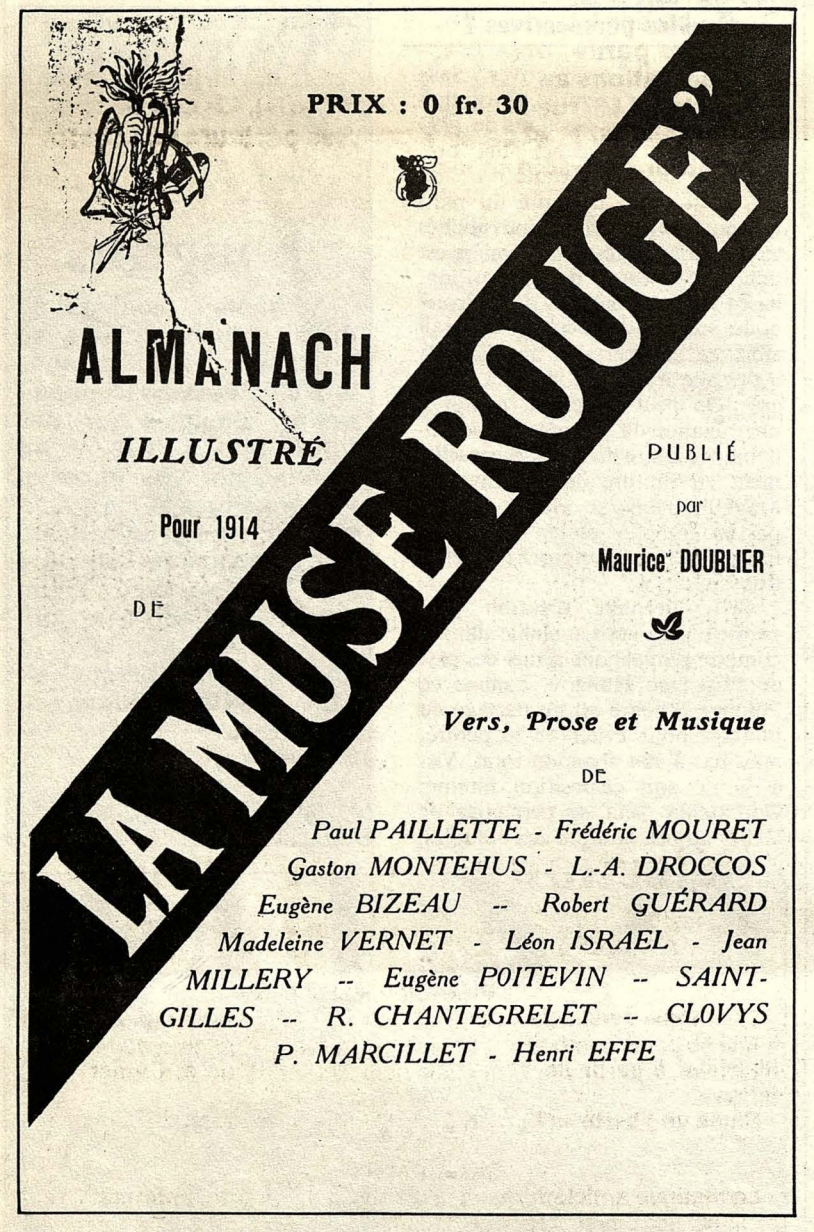
Bizeau naquit le 29 mai 1883 à Veretz d'une famille paysanne républicaine et socialiste de Touraine (1). Ses parents n'étant pas bien riches, le jeune Bizeau dut arrêter ses études au certificat d'étude. A 13 ans, il commence ainsi sa vie professionnelle comme journalier agricole, avant d'apprendre le métier de vigneron, métier qu'il exercera pratiquement toute sa vie.

Autodidacte, il découvre dans le foyer familial à la fois les ouvrages de Proudhon et les chansons de Béranger et de Dupont. Très vite attiré par les idées libertaires, il s'abonne à 14 ans au *Libertaire* de Sébastien Faure et au *Père Peinard* d'Emile Pouget (2).

Ses premiers poèmes seront pourtant publiés dans une feuille peu « orthodoxe », et qui ne cessera de créer scandale dans le mouvement libertaire, *L'Anarchie*, le journal que Libertad avait créé à Paris en 1905. Bizeau a à cette époque un peu plus de 20 ans, mais sa voie commence à être tracée et, en 1910, il se lie avec les chansonniers de la Muse rouge qui vont l'inciter à écrire ses premières chansons.

Créé en 1901, sous le patronnage de nombreuses personnalités tant socialistes que libertaires comme Jean-Baptiste Clément, Chatelain, Bellot, Paillette ou Faure ce groupement avait tout d'abord pris comme nom celui de « Groupe des poètes et chansonniers socialistes », puis celui de « Groupe des poètes et chansonniers révolutionnaires », et enfin — après un passage à vide — celui de la Muse rouge à partir de 1907, du titre d'une chanson du militant chansonnier libertaire Constant Marit, plus connu par son sobriquet de « Père la Purge » (3).

Malgré des débuts difficiles, la Muse rouge va connaître le succès et faire preuve d'une longévité remarquable, grâce surtout à l'œuvre de Maurice Doublier. Ce groupe va jouer en tout cas un rôle essentiel dans la diffusion de la chanson révolutionnaire et sociale, en France au moins, jusqu'à la veille du deuxième conflit mondial, en participant à des centaines de fêtes ou de soirées familiales organisées par les « groupements d'avant-garde » de l'époque et, bien évidemment, par les groupes libertaires.



La Muse rouge va aussi faire paraître, entre 1908 et 1914, deux publications périodiques trimestrielles : *La chanson aux chansonniers* et *La Muse rouge* (édition trimestrielle de propagande par la chanson) dans lesquelles Bizeau donne plusieurs chansons avec musique.

Parolier confirmé, Bizeau ne sera jamais pourtant un interprète de ses œuvres ; celles-ci n'en connaissent pas moins un accueil favorable du public militant des goguettes libertaires.

En 1914, *L'Almanach de la Muse rouge* pouvait ainsi présenter Bizeau comme « *un des meilleurs poètes chansonniers de l'heure présente. Modeste, timide même* ». Par ailleurs, sa notice biographique se trouvait placée parmi le « gotha » des « chansonniers du prolétariat » de l'époque, en compagnie des d'Avray, Guérard, Muret, Israel, Doublier, Paillette et... Montehus !

Contrairement à ce dernier cependant, Bizeau ne retournera pas sa casaque quelques mois après, lors de l'éclatement du conflit mondial. Tandis, en effet, que son illustre « confrère » ne trouva rien de mieux que de troquer son personnage de « soldat humanitaire », pacifiste et antimilitariste, pour endosser les habits du chauvinisme le plus pur (4) ; Bizeau, en pacifiste conséquent avec lui-même, continua la collaboration aux quelques feuilles libertaires qui vont tenter de résister au raz-de-marée nationaliste : *Ce qu'il faut dire* de Sébastien Faure, *Le Réveil* de Bertoni, *Par-delà la mêlée* d'Armand.

La guerre finie, nous le retrouvons donc toujours prêt à collaborer à la presse anarchiste — en particulier au *Libertaire* — et prendre part, par sa plume, aux différentes campagnes de soutien menées par le mouvement, comme lors de l'affaire Sacco et Vanzetti.

Bien qu'amoindri par la guerre qui avait dispersé la plupart d'entre eux, le groupe de la Muse rouge pourra se reconstituer, reprendre ses activités et même éditer une revue assez bien faite intitulée *La Muse rouge,* revue à laquelle Bizeau va de nouveau collaborer. Signalons aussi sa participation aux recueils de chansons que Coladant fit paraître dans les années 20 sous le titre : *Nos chansons.*

Le poète militant

Toute cette activité, qu'il poursuivit jusqu'à ces dernières années (5), ne lui rapporta cependant jamais grand-chose. Bizeau n'a jamais été un professionnel de la chanson, et sa production (comme celle de la Muse rouge) resta toujours en marge — voire en dehors — des circuits commerciaux liés d'abord au développement du music-hall, puis de l'industrie du disque qui, progressivement, envahirent le monde de la chanson dès le début du siècle.

En effet, ses chansons ne sont pas celles que l'on interprétait dans les caf'conc' mais sont restées limitées — volontairement, il faut bien le dire — au monde des goguettes, auquel elles s'apparentent tant par leur mode de diffusion que de production.

Les compositions de Bizeau, au même titre que celles des autres chansonniers libertaires, doivent être considérées non pas, en effet, comme un simple moyen de se distraire, mais elles poursuivent un but précis : celui de hâter la venue de la révolution sociale.

En ce sens, elles ne peuvent pas être envisagées comme de simples chansons « engagées », mais elles revendiquent pour elles le titre de « révolutionnaires ». Cela ne veut pas dire, bien évidemment, que les chansons de Bizeau ne parlent que « d'anarchie », mais elles sont partie prenante d'un combat plus vaste qui les englobe et les justifie.

Prolongement à bien des égards de la chanson sociale de son temps, les compositions de Bizeau s'en détachent ouvertement par la fonction propagandiste qu'on veut leur assigner. Maurice Doublier résumait sans doute le point de vue de la très grande majorité des compagnons en écrivant, en 1914 : « *En chanson comme en toute chose, nous pensons qu'il est inutile de s'apitoyer sur la misère du prolétariat si l'on ne s'en prend pas au salariat, qui en est la cause principale ; de s'attaquer au prêtre si l'on ne cherche pas à détrôner l'hypothèse grotesque du Dieu qui en fait la force ; de larmoyer pendant trois couplets sur les horreurs de la guerre pour terminer au quatrième par quelques banalités patriotardes* ». Et, à la Muse rouge, on se fit un devoir, pendant plus de 30 ans de répandre la bonne parole de la « chanson révolutionnaire » parmi les masses.

Tant par sa conception que par sa destination, donc, la chanson se présente délibérément comme une arme, un des moyens de « propagande » dont pouvaient disposer les compagnons pour saper les institutions du vieux monde. Et c'est cela qui fait sa grande originalité et lui donne sa raison d'être.

Il existe donc, il nous semble, une différence qualitative essentielle entre la production militante d'un Bizeau et celle de chansonniers plus ou moins engagés de Montmartre, voire aussi d'un Montehus pour qui chanter la révolution ou les misères du peuple pouvait être un « genre » musical comme un autre faisant bon ménage, parfois, avec d'autres genres ou compositions d'un caractère bien plus douteux du point de vue social.

Rien d'étonnant à cela, vu que l'objectif de ces chanteurs était de « plaire » à un public le plus large possible. Ils pouvaient aussi chanter l'anarchie, ou le militarisme et le nationalisme, ou l'un et l'autre, selon le public auquel ils avaient affaire. Rien de tel chez Bizeau pour qui, en revanche, nous l'avons vu, l'engagement militant n'est pas une manière de paraître mais d'« être ». Sa production s'inscrit donc tout à fait dans la grande tradition des chansonniers socialistes et ouvriers du XIXe siècle, à commencer par un Clément ou un Pottier.

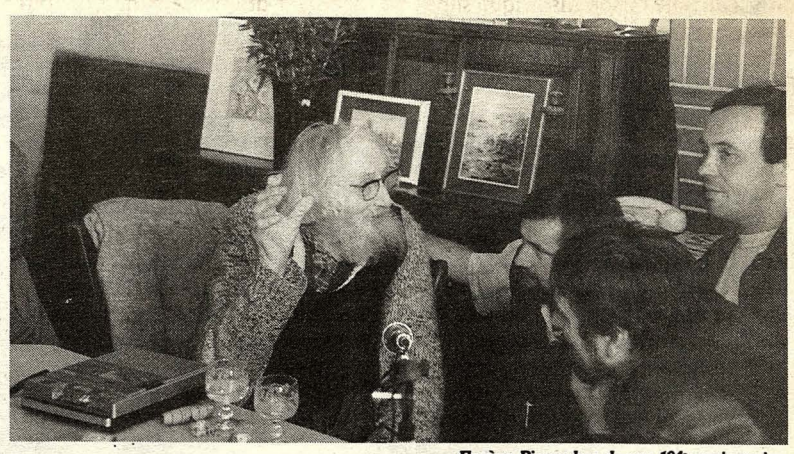
Certes, la qualité n'est pas toujours au rendez-vous, et une bonne partie de ses textes apparaît aujourd'hui comme étant irrémédiablement datée, au même titre d'ailleurs que la plupart de ceux des autres compositeurs libertaires, à commencer par Charles d'Avray.

Chansons ou poésies « à thèmes », ces compositions auront tendance au fil des années à devenir répétitives et à se figer dans des clichés utilisés jusqu'à l'usure. Vu sous cet angle, son apport artistique pourrait paraître limité. Sa valeur ne nous semble cependant pas faire de doute. Eugène Bizeau nous apparaît, en particulier, pouvoir être considéré comme un des représentants les plus marquants de ce que Poulaille a appelé la « *littérature prolétarienne* ».

Rappelons ici que, pour qu'un auteur puisse être défini comme « prolétarien », il ne suffit pas qu'il parle du peuple ou des miséreux, mais qu'il soit lui-même d'origine prolétarienne.

Comme l'a précisé Poulaille dans *Nouvel âge littéraire* : « *Pour nous, l'art créateur n'est pas le privilège d'un groupe d'hommes d'une nouvelle aristocratie. Il est le prolongement naturel de l'usine, du bureau* ».

Et qui, mieux que Bizeau, pourrait prétendre incarner cette activité artistique exercée par des hommes issus du peuple et continuant à vivre en son sein ? Qui, mieux que Bizeau, présente dans son œuvre les prémices d'une littérature nouvelle pouvant exprimer, ainsi que le rêvait Poulaille, une nouvelle culture, celle de « *la littérature de l'homme qui travaille, par opposition à la littérature de l'homme qui se bat ou qui domine* » ?



Eugène Bizeau lors de son 104e anniversaire.

L'espoir de Poulaille de voir surgir « *un nouvel âge littéraire* » ne s'est pas réalisé, mais les hommes et les œuvres demeurent et, parmi celles-ci, celle de Bizeau.

Gaetano MANFREDONIA

(1) Nous utilisons ici les informations fournies par Robert Brecy in : Eugène Bizeau a cent ans, *numéro spécial de la revue* Le Vagabond *n° 9, 1983, 140 pp.*

(2) Ibid, p. 23.

(3) Ce surnom lui venait d'une de ses chansons les plus célèbres, intitulée justement Le Père la Purge. *Toujours Constant Marie avait été l'auteur d'une autre chanson au vitriol intitulée* La dynamite, *dans laquelle on conviait les compagnons à danser et à chanter au son des explosions.*

(4) Montehus, lors du conflit mondial, continua sa collaboration au journal devenu cocardier de Gustave Hervé, La guerre sociale, *dans lequel il donna de petits « chefs-d'œuvre » d'opportunisme, tel cet* Eloge de la censure *(11 septembre 1914) :* « Rendons hommage aux monsieurs de la censure / Qui sont galants polis et réservés / Qui n'ont jamais fait aucune coupure / Dans les articles du citoyen Hervé / Jamais chez eux l'idée de la vengeance / En toute justice ils tiennent leur sécateur / Reconnaissons leur belle intelligence / Vive les censeurs. »

(5) Il existe actuellement plusieurs publications contenant des œuvres récentes et moins récentes de Bizeau qu'il est possible de se procurer à la librairie du Monde libertaire.

N°750 JEUDI 4 MAI 1989

NOTE DE LECTURE

« La Révolution »

LE dernier livre de Claude Guillon, *De la révolution. L'inventaire des rêves et des armes*, est sans doute un de ces textes que l'on aimerait trouver plus souvent dans les devantures des librairies. Il nous semble bon en tout cas que, en cette année d'un bicentenaire de la Révolution française médiatisée, et galvaudée à l'extrême, il y ait des personnes qui refusent de faire acte d'allégeance devant le triomphe du modernisme ambiant, et pour qui la Révolution demeure tout de même autre chose que le dernier modèle de couches-culottes.

Répètons-le ; au moment où un journal bien-pensant comme *Libération*, en présentant la réédition de *De la justice dans la révolution et dans l'Eglise* de Proudhon, ne trouve rien de mieux à dire que de qualifier d'utopique une pensée fondée « *sur le respect spontanément éprouvé et réciproquement garanti de la dignité humaine* », les livres comme celui de Guillon ne peuvent que nous mettre un peu de baume au cœur.

Que l'on se le dise pourtant ; la partie est loin d'être gagnée pour le pouvoir, et nous préférons, nous aussi, laisser le pessimisme pour des temps meilleurs. Et Guillon nous aide tout au long de ses 250 pages à nous redonner du courage.

Comme il l'a écrit fort judicieusement, « *n'en déplaise aux embaumeurs, l'histoire n'est pas finie, pas plus que le destin de l'humanité n'est figé dans la génétique, le scrutin proportionnel, les programmes d'ordinateur ou la baisse du taux de l'argent* »

N'oublions pas, en effet, cette première et grande vérité que s'il n'y a aucune raison historique supérieure qui puisse nous certifier le triomphe de l'humanité régénérée par l'anarchisme, rien ne peut non plus nous permettre de croire à la pérennité de la société capitaliste-étatiste, étendue désormais à l'échelle mondiale.

Capital et Etat sont des forces de domination et d'exploitation nées de l'histoire et destinées à disparaître un jour ou l'autre. Voilà la vérité que nouveaux et vieux valets du pouvoir cherchent fort judicieusement à nous faire oublier, et c'est cette vérité que nous devons en revanche prendre bien soin de réaffirmer haut et fort.

Plus que jamais, donc, nous devons éviter de nous laisser aller au défaitisme et au désarroi ambiants ou bien de nous laisser submerger par le flot médiatique d'intellectuels ou de pseudo-spécialistes toujours prêts à nous convaincre qu'il n'est point raisonnable de vouloir se révolter.

L'indignation morale sans réflexion et sans moyens d'action appropriés est impuissante, et le pouvoir le sait. « *L'inventaire des rêves qui demeurent, des armes qui nous restent et de celles que nous devons forger* » sont, pour reprendre Guillon, autant de mots d'ordre auxquels nous devons nous atteler. En attendant toute contribution qui aille à contre-courant du consensus économique et social régnant et qui puisse aider tout un chacun à déchirer les voiles du mensonge doit être accueillie par nous comme étant la bienvenue et saluée en conséquence.

Le livre de Guillon en tout état de cause nous semble ainsi tout à fait en mesure aujourd'hui de relancer un débat idéologique militant indispensable à toute tentative de construction d'un projet alternatif global à celui du pouvoir, et cela en dépit des réserves que nous pouvons formuler ici et là à l'encontre de telle ou telle de ses affirmations. Il n'entre pas dans nos intentions de discuter ici et dans le détail les propositions de Guillon.

Une critique toutefois : un ton parfois trop hautain et des conclusions un peu trop rapides. Certes ! le genre littéraire choisi (à mi-chemin entre l'essai et le pamphlet) ne tolère pas des développements ou des démonstrations touffues. Beaucoup de travail reste donc encore à faire.

Prenons tout de même du livre de Guillon tout ce qu'il peut nous donner et tout d'abord le plaisir de lire !

GAETANO
(Gr. « Pensée et action »)

De la révolution de Claude Guillon, éditions Alain Moreau, en vente à la librairie du Monde libertaire au prix de 89 F.

NOTE DE LECTURE

Du côté de la BD

LES POUX, tome 1 : Ni Dieu ni maître, (Ed. Glénat). Automne 1920, quelque part en Ukraine, entre les rouges et les blancs, un train traverse le paysage, sur la locomotive deux drapeaux noirs. Les voyageurs ne sont pas des voyageurs ordinaires, parmi eux des fous, des pillards, des prostituées, des révolutionnaires anarchistes, autour d'eux la désolation et en eux c'est encore pire. Trahis de tous les côtés et ne pouvant se résigner, ils vont rejoindre l'armée de Makhno qui en découd avec celle de Trotsky, qui veut supprimer toute trace des anarchistes. Le scénario est d'une grande richesse, aussi bien en situations historiques qu'en portraits de personnages, et le dessin est efficace. Malheureusement, on ne voit pas très bien où veulent en venir les protagonistes anarchistes (s'agit-il d'être aux côtés de Makhno pour le simple plaisir d'y être ?). Souhaitons que dans le deuxième tome les motivations soient plus explicites.

« Péché mortel »

Pilote n° 34, mars 1989, une histoire complète, *Péché mortel*, une France à l'aube de la dictature, les milices armées sillonnent les rues, bouclent les quartiers et suppriment à la mitrailleuse les récalcitrants et les propagateurs du virus VRH (qui se transmet par relations sexuelles et contacts sanguins ? oui !). Dans la rue, le Parti populaire de sauvegarde manifeste, fustige les propagateurs qui nuisent à la France saine et demande plus de pouvoirs pour les miliciens dans leur lutte contre la décadence et la débauche.

Cependant, le jeune et brillant professeur Morin a trouvé un antivirus VRH, ce qui suscite beaucoup de jalousie dans la course au pouvoir et au profit. Petit détail : l'histoire complète est « à suivre » !

« V pour Vendetta »

V. pour Vendetta (Ed. ZENDA), Angleterre, 1977 : le fascisme s'est installé, les vivres sont rationnés, les immigrés ont été exterminés, les gauchistes et les homosexuels aussi. Tout est surveillé et personne n'ose s'opposer à l'ordre établi, personne sauf V. V., personnage mystérieux à la fois bouffon et terroriste, poète et acrobate, homme cultivé et assassin sans pitié. Il fait sauter la Parlement, symbole du pouvoir ; s'attaque à la statue de la Justice, dame infidèle convolant trop facilement avec les hommes en uniforme ; enlève le présentateur-vedette de la Radio-Nationale, coupant ainsi la voix du pouvoir ; et débarrasse la ville de son archevêque, amateur pervers de tendres jouvencelles en dehors de ses heures de messe. Et chaque fois, V. s'évanouit dans l'obscurité nocturne, sa vengeance accomplie. Mais, au fait, de quoi se venge-t-il cet intellectuel anarchiste masqué ? Réponse dans le deuxième tome ?

Le scénariste, Alan Moore, a déjà fait beaucoup parlé de lui par la refonte systématique qu'il a effectuée sur des scénarios de grands classiques de la BD américaine (*Swamp Thing, Superman* ou *Batman*), mais il est surtout connu par son travail sur la série *Watchmen* (« Les gardiens »), récompensée par plusieurs prix. Le secret de ce faiseur d'histoire a des origines pourtant simples : ne pas prendre le lecteur pour un idiot et le savoir assez adulte pour se creuser la tête sur des sujets actuels et graves : la guerre, le pouvoir, l'écologie. Lors d'une interview, Alan Moore tenait ce propos : « *Pour moi, les deux formes fondamentales de la politique ne sont pas le capitalisme et le communisme, qui se ressemblent beaucoup ; ces deux formes sont l'anarchie et le fascisme.* ». Intéressant, n'est-il pas ?

Trois lectures qui nous changerons enfin des érotico-niaiseries italiennes que les maisons d'éditions avaient pris l'habitude de nous desservir à intervalles réguliers.

ALAIN

CHANSON

C. Turle, « Idées noires »

IL est des chanteurs qui n'ont pas les honneurs des médias, pour qui chanson ne rime pas avec médiocrité et tiroir-caisse.

Tous ces obscurs qui, contre vent et marée, font que la chanson est vivante ; Claude Turle fait partie de ceux-là. Auteur, compositeur, interprète, la quarantaine et libertaire, tel se présente Claude. *Le terroriste, Le Café de la Poste, Hommage posthume* (à Brassens), *Le bal des ombres, Belle nuit, Banlieue nord*, des chansons parmi d'autres où, en dehors des sentiers battus, s'entremêlent amour, mélancolie, révolte et espoir, le tout avec sincérité et simplicité.

Claude Turle, c'est aussi une grande sensibilité, à travers des mots, des textes qui vous vont droit au cœur et qui ne peuvent vous laisser indifférents.

Accompagné par une bande-son et avec la complicité d'André Augier, il vous propose son spectacle intitulé « Idées noires », qui se veut le reflet de notre société et de ses avatars.

Claude Turle, un chanteur, un troubadour des temps modernes à découvrir (1).

BRUNO (Gr. région toulonnaise)

Pour tout contact, téléphoner au : 94.58.88.57.

Gala pour R-L

Le mercredi 17 mai, à 20 h 30 au TLP-Déjazet, 41, boulevard du Temple, 75003 Paris, un gala de soutien à Radio-Libertaire aura lieu avec Leny Escudero et, en première partie, Sara Alexander.

Réservations au TLP-Déjazet et à la librairie du Monde libertaire (145, rue Amelot, 75011 Paris). Le prix des places est de 100 F, et de 80 F pour les porteurs de la carte d'auditeur de Radio-Libertaire.

Sélection de programmes de Radio-Libertaire (89.4)

Samedi 6 mai

« Chronique syndicale » (11 h 30 à 14 h 30) : présentation du livre « Mai 68 par eux-mêmes », suivi d'un forum à la librairie du Monde libertaire à partir de 17 h ; dossiers sur l'Afrique et l'Amérique latine.

« Blues en liberté » (22 h 30 à 24 h) : Muddy Waters.

Dimanche 7 mai

« La matinée anticléricale » (10 h à 12 h) : la prison, enfermement et exclusion, avec « Ras les murs » et « Parloir libre ».

« BD DA et Cie » (20 h à 21 h 30) : avec comme invité Didier Convard.

« L'imaginaire » (21 h 30 à 22 h 30) : parlons latin !

Lundi 8 mai

« Chronique de l'ozone » (16 h à 17 h 30) : Y. Rivais (« Les enfants »), Thierry Maricourt (« Les prolétaires ») et Michel Ragon (critique).

Mercredi 10 mai

« Article 89.4 » (13 h 30 à 14 h 30) : avec comme invité Meyer Sarfati (peintre).

« Femmes libres » (18 h 30 à 20 h 30) : à propos du « Rapt des origines » de Suzanne Blaise.

CHINE : DU 4 MAI 1919 À AVRIL 1989

Tout est possible !

DEPUIS plusieurs jours, la tension monte à nouveau en Chine, encore plus fortement que précédemment. Lors des funérailles de Hu Yaobang — l'ancien secrétaire général du parti communiste, destitué de ses fonctions à la suite des manifestations étudiantes de décembre 1986-janvier 1987, tout en restant formellement membre du bureau politique —, les banderoles des étudiants de Beida, l'université de Pékin la plus prestigieuse, proclamaient : « *M. Démocratie, M. Science, cela fait 70 ans que nous vous attendons !* ». C'est de Beida justement qu'étaient partis manifester, le 4 mai 1919, 3 000 étudiants pour protester contre l'attitude conciliante confinant à la soumission du gouvernement chinois envers la pression expansionniste japonaise, aux cris de : « *Luttons pour l'égalité des droits !* » ; « *Luttons contre les traîtres !* » ; « *Refusons de signer le traité de paix !* » ; « *Retrait des 21 demandes !* » ; « *Boycottons les produits japonais !* ».

Le quartier des Légations étant pratiquement impossible d'accès, les manifestants, à l'instigation de l'anarchiste hunanais Kuang Husheng, membre de l'association « Travail-Etude » de l'Ecole normale supérieure de Pékin, envahissent la demeure de ministre des Transports et des Postes, Cao Rulin, qui avait joué un rôle déterminant lors des négociations de 1915 avec le Japon, y mettent le feu et rossent, à défaut de l'y trouver, l'ambassadeur de Pékin au Japon, Zhang Zhangxian, son complice.

Le ferment nationaliste

En effet, le 7 novembre 1914, le Japon s'était emparé des installations allemandes en Chine, notamment la province du Shandong et le port de Qingdao, et le 18 janvier 1915, libre d'agir à sa guise par les événements d'Europe, il avait présenté à la Chine « 21 demandes », dont l'application aurait transformé le pays en protectorat japonais pur et simple. Acceptées en grande partie par Yuan Shi-kaï, alors président de la République, le 9 mai, elles avaient sensibilisé une partie de l'opinion aux problèmes internationaux. L'entrée en guerre contre l'Allemagne le 14 août 1917 et la victoire alliée semblaient justifier le double espoir d'un affranchissement vis-à-vis des « Traités inégaux » et d'une restitution des droits et intérêts allemands dont les Japonais s'étaient saisis. D'où la déception lorsqu'il devint manifeste que, malgré l'Amérique de Wilson, la France et l'Angleterre allaient entériner, lors de la Conférence de la paix réunie à Paris, les « nouveaux droits » de leur allié japonais en Chine... et la décision de ne pas accepter l'inacceptable.

Le ferment culturel

Cette prise de conscience avait été rendue possible par le ferment intellectuel des quatre années précédentes, 1915-1919 condensant quatre siècles d'humanisme, de rationalisme critique, de Lumières et de scientisme libéral.

En effet, à la suite de l'échec de la Révolution de 1911, qui s'est contentée d'une grille de lecture politique, à savoir la prise technique du pouvoir par le GMD de Sun Yatsen, il apparaît de plus en plus clairement que c'est le confucianisme, en tant que fondement moral et social opposé à la modernité, en ce qu'il est lié à l'autocratie, les coutumes et les superstitions qui tiennent la Chine en esclavage depuis 2 500 ans, qu'il convient d'extirper. Il faut jeter bas l'orthodoxie confucianiste, fondement du despotisme dans la famille et dans l'Etat, à savoir la subordination du sujet au souverain, du fils au père, de la femme au mari. Le but assigné, c'est le triangle de la libération de la femme, de l'individu, du peuple. Il s'agit de renverser « la boutique à Confucius ».

C'est dans cette optique que Chen Duxiu, qui a reçu une formation moderne au Japon et se présente résolument comme un occidentaliste radical, fonde en septembre 1915 la revue *Xin Qingnian*, qui signifie « La nouvelle jeunesse » et porte un sous-titre français « La jeunesse ».

Coup de tonnerre en janvier 1917 avec la publication dans la revue du Manifeste de Hu Shi, jeune thésard de l'université Columbia aux Etats-Unis, intitulée *Suggestion pour une réforme de la littérature*, et qui préconise pour les écrivains le passage du « wesyuan », langue morte des lettrés, au « baihua », langue vivante seule comprise par le peuple. Cette simple mesure technique constitue en fait un choix capital. En recommandant l'usage du baihua, Hu Shi poursuit un but social : rendre les œuvres littéraires accessibles à tous. Il demande également que la littérature soit liée de façon plus directe à la vie du peuple, par le renouvellement des genres et du style, afin de promouvoir une littérature populaire, simple, claire et substantielle. La révolution littéraire, dont l'un des premiers hérauts sera le fameux Lu Xun, est en marche.

C'est au même moment, un mois plus tôt précisément, que Cai Yuan Pei qui a, lui, une double formation, formation occidentale acquise en Allemagne et en France — co-fondateur avec Li Shizeng, anarchiste comme lui, de la « Société pour l'étude frugale en France » et président de la « Société sino-française d'éducation » —, après une formation de lettré accompli avec l'obtention du poste alors envié de rédacteur impérial, devient le recteur de l'université de Pékin. Surnommé le « Père de la Renaissance chinoise », il laisse s'exprimer toutes les écoles de pensée et recrute un corps professoral éclectique, de qualité : Chen Duxiu, doyen de la faculté des Lettres, Hu Shi professeur de philosophie chinoise, Li Dazhao — l'un des futurs premiers marxistes chinois — bibliothécaire en chef, lequel aura une profonde influence sur l'un de ses employés, une certain Mao Zedong...

Foi dans le progrès, la démocatie, la science, confiance dans les possibilités infinies de la raison humaine sont exaltées dans un article de Chen Duxiu paru dans le numéro de janvier 1919 de la *Jeunesse* en réponse à ses détracteurs : « *Ils ont accusé cette revue de viser à détruire le confucianisme, les rites, la " quintessence nationale ", la chasteté des femmes, la morale traditionnelle (loyauté, piété filiale), les arts traditionnels (l'opéra), la religion traditionnelle (divinités et fantômes), la littérature ancienne et la politique ancien style (privilèges et gouvernement par des hommes seuls). Nous reconnaissons le bien-fondé de toutes ces accusations. Mais nous ne plaidons pas coupables. Si nous avons commis tous ces crimes, c'est uniquement en raison du soutien que nous apportons à deux gentilshommes : Démocratie et Science. Afin de soutenir Démocratie, nous sommes obligés de combattre le confucianisme, les rites, la chasteté des femmes, la morale traditionnelle et la politique ancien style. Pour préconiser Science, nous ne pouvons faire autrement que de nous opposer à l'art traditionnel et à la religion traditionnelle. Pour recommander aussi bien Démocratie que Science, nous sommes contraints de nous attaquer au culte de la " quintessence nationale " et à la littérature ancienne. Examinons les choses sans passion : cette revue a-t-elle commis d'autres crimes que de recommander Science et Démocratie ? Si la réponse est non, veuillez ne pas limiter votre réprobation à la revue. La seule façon pour vous d'être héroïques et de résoudre le problème à la base est de vous déclarer contre les deux gentilshommes : Démocratie et Science.* »

Le ferment idéologique

Le cosmopolitisme idéologique de ce renversement culturel a prédisposé les intellectuels à penser en termes universalistes. Aussi, le socialisme apparaît-il comme la solution universelle, et parmi toutes les variétés de socialisme, c'est l'anarchisme que la jeunesse chinoise va trouver le plus en rapport avec ses préoccupations. Il s'agit en effet de se libérer du carcan de la structure autoritaire de la tradition confucéenne avec ses fondements dans la famille, et le message anarchiste selon lequel une bonne société pourrait être créée seulement sur la base d'une libre association d'individus libres y fait écho. La révolution procédera obligatoirement de la « conscience de soi » que le peuple, pris dans son ensemble, manifestera en tant que sujet collectif. Les thèses de Kropotkine : la solidarité est une loi naturelle de bien plus grande importance que la lutte pour l'existence ; la loi de l'aide mutuelle, non la compétition, est la loi du progrès, sont à l'ordre du jour.

Etudiants face aux forces de l'ordre devant la Maison du peuple de Pékin le 22 avril 1989.

Sur le plan pratique, est mis sur pied le programme « Travail-étude » en France, parallèlement à l'éducation des travailleurs chinois envoyés en France pour participer à l'effort de guerre, et des syndicats ouvriers sont organisés, dans le Hunan, à Shanghaï et Canton notamment. Cette avancée dans le monde du travail va ainsi permettre de mettre le cap de la révolution culturelle sur la révolution sociale.

La liaison étudiants, ouvriers et marchands

A la suite de la manifestation du 4 mai, Cai Yuan Pei sera contraint de démissionner et Chen Duxiu jeté en prison un mois plus tard ainsi qu'un millier d'étudiants. Mais le but visé sera atteint : les ministres les plus notoirement vendus au Japon doivent démissionner, et le Traité de Versailles signé le 28 juin 1919 ne sera pas ratifié par la Chine. Surtout, et c'est ce qui est fondamental, si l'agitation étudiante pékinoise se transforme en un mouvement national, le mouvement englobe et unit dans une action commune les différentes classes sociales du pays. Les grèves des marchands, début juin, renforcent et prolongent les manifestations étudiantes, et les ouvriers des grandes entreprises débrayent en signe de solidarité. La bourgeoisie naissante, partie prenante du boycott des produits japonais, participe aussi au mouvement révolutionnaire, mais dans la mesure et pendant le temps où la lutte pour l'indépendance nationale en est le contenu essentiel.

C'est donc contre toute évidence, mais selon un schéma orwellien bien connu, que Mao Zedong proclamera : « *Le Mouvement du 4 mai est né à l'appel de la Révolution russe, à l'appel de Lénine. Il fait partie de la révolution prolétarienne mondiale de l'époque.* » Avec le même dédain de l'histoire, le parti communiste assurera que les intellectuels communistes, dont aucun n'existait encore, ont joué un rôle essentiel dans le mouvement, s'efforçant également de présenter le « Mouvement du 4 mai » comme une sorte de préface à un « pseudo Mouvement du 3 juin » essentiellement prolétarien et, lui, authentiquement révolutionnaire...

Né en définitive de la volonté de vie d'une nation, le Mouvement du 4 mai, par la conjonction de la question culturelle et de la question sociale, constitue une étape décisive de l'histoire de la Chine contemporaine. C'est cette conjonction qui a porté à nouveau — après la période 1907-1911 —, l'anarchisme sur le devant de la scène, mais cette année 1919 va constituer le point d'orgue de son influence. En effet, l'identité patriotique retrouvée va bénéficier principalement au parti nationaliste, le GMD de Sun Yatsen, pourtant peu présent dans le mouvement, et l'impact de la Révolution d'Octobre va se faire sentir avec la création en juillet 1921 du parti communiste, dont le premier secrétaire général sera Chen Duxiu, suspendu ensuite en 1927 et exclu en 1929 pour « trotskisme ». Les deux « frères ennemis » vont bientôt se retrouver face à face.

Le Mouvement du 4 mai aura mis le feu à la plaine, et celui-ci n'aura de cesse, après bien des vicissitudes toutefois et des retournements d'alliance, de déboucher trente ans plus tard sur l'avènement de la République populaire de Chine avec la prise du pouvoir par le parti communiste... jusqu'à quand ?

Jean-Jacques GANDINI

SOMMAIRE

- **PAGE 2 : Informations des groupes de la Fédération anarchiste.**
- **PAGE 3, Dans le monde : Restructurations en URSS, Editorial.**
- **PAGE 4, Les luttes : Le Premier Mai a cent ans, « Mai 68 par eux-mêmes », En bref, Antimilitarisme.**
- **PAGE 5, Société : Nucléaire et désinformation, Brèves écolo, Solidarité européenne, Mode et politique.**
- **PAGE 6, Société : Rencontres dans un squatt parisien (suite et fin).**
- **PAGE 7, Répression : Débastillons l'Europe, Luttes de prisonniers, Le procès de Douai.**
- **PAGES 8 ET 9, Informations internationales : Hongrie, la révolution silencieuse.**
- **PAGE 10, Expressions : Eugène Bizeau.**
- **PAGE 11, Expressions : Sélection de programmes de Radio-Libertaire, Notes de lecture, Gala de Radio-Libertaire, Chanson.**
- **PAGE 12, Histoire : La Chine.**

BIBLIOGRAPHIE

L. Bianco, Les origines de la Révolution chinoise, *Gallimard, 1967.*

Chow Tse-tung, The fourth may movement, *Cambridge, Etats-Unis, 1960.*

A. Dirlik, The origins of chinese communism, *Oxford, Etats-Unis, 1989.*

J.-J. Gandini, Aux sources de la Révolution chinoise : les anarchistes, *ACL, 1986.*